COMPRENDRE AUJOURD'HUI · DÉCRYPTER DEMAIN · AGIR ENSEMBLE

EN AVANT

N° 02 · MAGAZINE D'ANALYSES ET DE RÉFLEXIONS

EN AVANT explique le Sénégal qui change — l'économie, la jeunesse, la mémoire



DOSSIER · SOCIÉTÉ · ÉCONOMIE

Le pays au rythme du Magal

Six millions de pèlerins, 15 000 agents de l'État déployés, et une cité qui crée une demande exceptionnelle sans les entreprises pour y répondre.

PAGES 4 À 5

DANS CE NUMÉRO

LE COMPTEUR · NOUVEAU

Les barils sortent, les caisses attendent

Sangomar bat ses records quand le budget n'attend que 76 milliards. Anatomie d'un décalage.

PAGE 10

SOCIÉTÉ · ÉCONOMIE

Le panier ne ment pas

Retour de Touba multiplié par quatre, kilo de viande à 5 500 F, gasoil à 755 F : le Baromètre Gorgorlou.

PAGE 18

REPORTAGE · SAINT-LOUIS

Guet Ndar, le quartier qui recule

À Guet Ndar, la terre se dérobe sous les maisons pendant que la mer se referme devant les pirogues.

PAGE 12

ENQUÊTE

Le paradoxe de Kédougou, ou l'or qui appauvrit

Kédougou verse 147 milliards à l'État et reste la région la plus pauvre du pays.

PAGE 14

SOCIÉTÉ · SANTÉ PUBLIQUE · NOUVEAU

La fabrique des fous

Quarante-trois psychiatres pour dix-huit millions d'habitants, et un tabou qui commence à la maison.

PAGE 16

SCIENCES · SOUVERAINETÉ · NOUVEAU

Gaindé et la porte de l'aller sans retour

Le premier satellite sénégalais s'est consumé le 21 janvier. Ce qu'il laisse vaut plus que ce qu'il a coûté.

PAGE 8

MÉMOIRE

Une si longue postérité

Quarante-cinq ans après la disparition de Mariama Bâ, Ramatoulaye devance encore Hollywood.

PAGE 22

RÉTROVISEUR

Cent soixante jours, cheminots !

En 1947, les cheminots du Dakar-Niger ont arrêté les trains cinq mois durant — et ont gagné.

PAGE 24

« Entre ce que le pays produit et ce qu'il en retire, **il y a un écart.** »

L'ÉQUIPE RÉDACTIONNELLE

Directeurs de publication : Ousseynou Oulimata Guèye & Sada Thiam

ÉCRIVEZ-NOUS

enavant.larevue@gmail.com

Après le Magal, les comptes

Trois piliers : les mutations silencieuses du quotidien, le feuilleton pétro-gazier du « Compteur », et la mémoire portée par Rétroviseur, Découverte et notre page en wolof.

p. 3 — ÉDITORIAL
Après la foule
Ce qui reste quand les cars sont repartis : la promesse de ce numéro.
Par Sada Thiam

p. 4 — DOSSIER · SOCIÉTÉ · ÉCONOMIE
Le pays au rythme du Magal
630 milliards de retombées, six millions de pèlerins — et une valeur qui s'en va ailleurs.
Par Ousseynou Oulimata Guèye

p. 6 — URBANISME · CITÉ RELIGIEUSE
Touba, l'aménagement d'une cité religieuse
Titre foncier, lotissements khalifaux, voies de 30 et 50 mètres, distinction d'Istanbul en 1996.
Par Malick Hanne

p. 8 — SCIENCES · SOUVERAINETÉ
Gaindé et la porte de l'aller sans retour
Dix-sept mois en orbite, 700 millions, treize ingénieurs formés : ce qui reste est au sol.
Par Mamadou Lamine Sarr

p. 10 — LE COMPTEUR · N°02
Les barils sortent, les caisses attendent
Records à Sangomar, 76 milliards attendus au budget : anatomie du décalage.
Par la rédaction

p. 12 — REPORTAGE · SAINT-LOUIS
Guet Ndar, le quartier qui recule
Guet Ndar, la brèche et la zone d'exclusion : une facture jamais présentée.
Par Moussa Sene Télémaque Sow

p. 14 — ENQUÊTE
Le paradoxe de Kédougou, ou l'or qui appauvrit
147 milliards versés à l'État, 65,7 % de la population sous le seuil de pauvreté.
Par Cheikh Dabo Ndiaye

p. 16 — SOCIÉTÉ · SANTÉ PUBLIQUE
La fabrique des fous
Quarante-trois psychiatres pour dix-huit millions d'habitants — et un tabou qui commence à la maison.
Par Sada Thiam

p. 18 — BAROMÈTRE GORGORLOU · N°02
Le panier ne ment pas
Le retour de Touba, la viande et le gasoil face à une inflation officielle de 0,4 %.
Par la rédaction

p. 20 — L'ÉCONOMIE RÉELLE
Le billet retour
La diaspora transfère 2 211 milliards et en laisse 1 545 dehors.
Par Serigne Fall

p. 22 — DÉCOUVERTE · N°02
Une si longue postérité
Mariama Bâ remplit encore les salles de cinéma de Dakar, quarante-cinq ans après.
Par la rédaction

p. 24 — MÉMOIRE · LUTTES
Cent soixante jours, cheminots !
1947 : les cheminots arrêtent les trains et gagnent, douze ans avant l'indépendance.
Par Ousseynou Oulimata Guèye

p. 26 — RÉTROVISEUR · N°02
Aux origines du Grand Magal, ou le rail avant la mosquée
Institué en 1921 par le fondateur, unifié à Touba par le deuxième khalife : deux histoires distinctes.
Par Mamadou Ndiaye

p. 28 — CI GÀTTAL
Xibaar yi, ci làkku réew mi
Les enquêtes du numéro résumées en wolof, avec leur version française.
Par la rédaction

Après la foule

Touba s'est vidée le 3 août. C'est ce moment-là qui nous intéresse : celui d'après la foule, quand il reste à comprendre ce qui s'est passé.

ÉDITO · PAR **SADA THIAM**, DIRECTEUR DE PUBLICATION

Les cars sont repartis, les concessions se sont refermées, et le pays est retourné à ses comptes. Il y a, dans cet après, quelque chose que le direct ne sait pas faire : regarder ce qui vient de passer et demander ce qu'il en reste. C'est le métier que nous nous sommes donné.

Ce numéro part du Magal, mais il n'y reste pas. Une étude universitaire vient d'en chiffrer les retombées à près de 630 milliards de francs — deux fois et demie l'évaluation de 2017. Le chiffre est spectaculaire. Ce qu'il cache l'est davantage : l'essentiel de ce qui se consomme à Touba est fabriqué ailleurs. La ville crée une demande exceptionnelle sans disposer des entreprises capables d'y répondre.

Un pays qui produit beaucoup et qui retient peu : c'est le fil qui traverse ces pages, du Magal au pétrole, de l'or de Kédougou à l'épargne de la diaspora.

Car le même mécanisme se répète partout. Sangomar bat ses records de production, et le budget n'attend que 76 milliards de recettes. Kédougou verse 147 milliards à l'État et reste la région la plus pauvre du pays. La diaspora transfère 2 211 milliards et en laisse 1 545 dans les banques des pays d'accueil. À chaque fois, la richesse existe. À chaque fois, elle passe.

Nous avons aussi voulu regarder en arrière. En 1947, des cheminots ont arrêté les trains cent soixante jours durant sur la ligne du Dakar-Niger — et l'ont emporté sur l'administration coloniale, douze ans avant l'indépendance. La ligne est aujourd'hui à l'arrêt. En 1928, le premier khalife général des mourides faisait bâtir un chemin de fer avant d'élever la Grande Mosquée — et le Magal du 18 Safar, institué dès 1921 par le fondateur de ladite confrérie, ne serait unifié à Touba que vingt ans plus tard. Le rail traverse ce numéro d'un bout à l'autre, sans que nous l'ayons cherché.

Et jusqu'en orbite, où un cube d'un kilo et demi s'est consumé en janvier après avoir prouvé que le Sénégal savait fabriquer un satellite. Reste à prouver qu'il sait s'en servir.

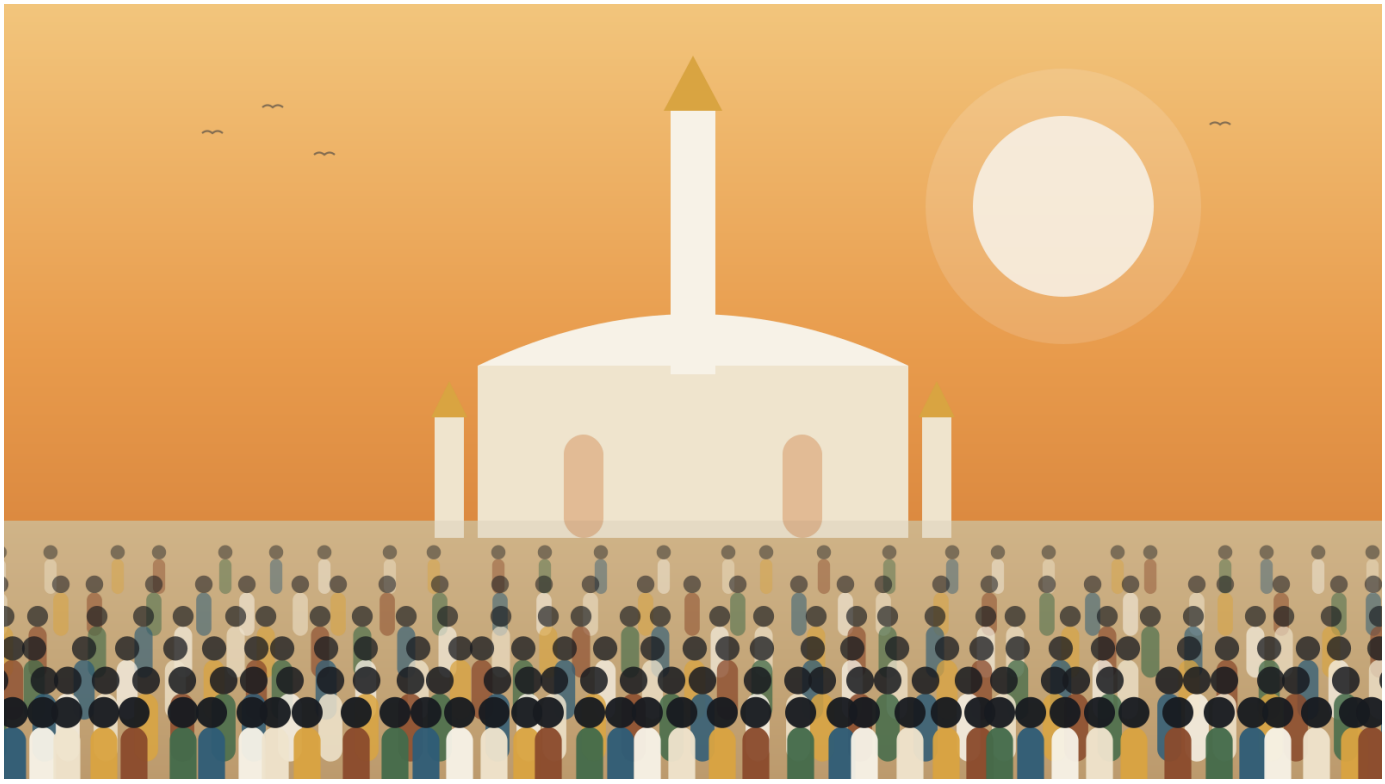
> NOTRE PROMESSE
>
> Chaque chiffre publié ici est sourcé et daté. Quand deux institutions ne disent pas la même chose, nous retenons la plus documentée et nous l'indiquons. C'est plus lent que d'arrondir. C'est aussi la seule chose qui nous distingue du bruit.

Mesurer cet écart, c'est déjà commencer à le réduire. Bonne lecture.

Le pays au rythme du Magal

Six millions de pèlerins, 630 milliards de francs de retombées, 15 000 agents de l'État déployés. Une étude vient enfin de chiffrer le plus grand rassemblement d'Afrique de l'Ouest — et de montrer où la valeur s'échappe.

DOSSIER · PAR **OUSSEYNOU OULIMATA GUÈYE**



Touba au crépuscule du Magal : la ville triple de population en quelques heures, autour d'une mosquée que son fondateur n'a jamais vue.

Pendant quelques jours, chaque année, la deuxième ville du Sénégal devient la première. Touba triple de population, les routes du pays convergent vers elle, et des sommes considérables changent de mains. Longtemps, personne ne savait combien. **Désormais, on sait.**

UN DÉPART DEVENU FÊTE

Le Magal ne célèbre ni une victoire ni une naissance. Il célèbre un départ forcé : le 18 Safar 1895, l'administration coloniale embarque Cheikh Ahmadou Bamba vers sept ans d'exil au Gabon. Le cheikh lui-même demandera à ses disciples de rendre grâce pour cette épreuve.

Commémorer la persécution comme une élévation : tout le Magal tient dans ce renversement. Pas de rite obligatoire, pas de billet d'entrée. Des Khassaïdes récités, des mausolées visités, et surtout le *berndé* — ce festin servi gratuitement à quiconque pousse la porte d'une concession. Au Magal, on ne vend pas le repas, on l'offre. C'est pourtant ce repas offert qui fait tourner toute la machine.

LA VILLE QUI TRIPLE

Plus de six millions de personnes, selon le décompte communiqué cette année par le porte-parole du khalife général. Rien en Afrique de l'Ouest n'approche cette échelle. Et tout commence bien avant le jour J : les troupeaux qui descendent du Ferlo, les cars pris d'assaut à Dakar, les trains spéciaux sur l'axe Diourbel–Touba, la diaspora qui atterrit à Diass.

Pour loger tout ce monde dans une ville presque sans hôtels, chaque concession devient une auberge gratuite. Les dahiras organisent, Touba Ca Kanam finance l'assainissement sur les cotisations des fidèles, et l'État suit : 15 074 agents publics ont été déployés pour la seule édition étudiée.

Il dépense beaucoup, l'État. Mais il dépense en pompier, pas en stratège.

630 MILLIARDS : LE CHIFFRE QUI MANQUAIT

Jusqu'à cette année, la seule estimation disponible datait de 2017 et parlait de 250 milliards. Une étude conjointe de

l'Université Cheikh Ahmadoul Khadim de Touba et de l'Université Alioune Diop de Bambey, coordonnée par Souleymane Astou Diagne, vient de réévaluer les retombées de l'édition 2025 à **629,62 milliards de francs CFA**.

629,62 Mds

FCFA de retombées économiques — deux fois et demie l'estimation de 2017.

Le détail est plus parlant encore que le total. Les dépenses alimentaires des ménages pèsent à elles seules 225,52 milliards ; la filière élevage génère près de 33 milliards ; et 90,79 % des commerçants interrogés déclarent une hausse de leur chiffre d'affaires pendant la période. Les chercheurs estiment par ailleurs le potentiel de l'événement à 100 000 emplois.

LE MAGAL EN CHIFFRES

629,62 Mds · retombées économiques (édition 2025)
225,52 Mds · dépenses alimentaires des ménages
33 Mds · filière élevage
90,79 % · commerçants déclarant une hausse d'activité
15 074 · agents de l'État déployés
100 000 · emplois potentiels estimés par les chercheurs

CE QUE LE CHIFFRE NE DIT PAS

Reste la question que l'étude pose elle-même, et qui devrait occuper la décennie : **combien de ces 630 milliards restent à Touba ?** Car l'essentiel de ce qui se consomme pendant le Magal est fabriqué ou transformé ailleurs. Le riz, l'huile, les boissons, les tissus, les matériaux : la ville crée une demande exceptionnelle sans disposer des entreprises capables d'y répondre.

Autrement dit, le Magal enrichit le Sénégal davantage qu'il n'enrichit Touba. Les auteurs de l'étude en tirent une recommandation claire : faire de l'événement un levier d'industrialisation locale, pour conserver sur place une part plus importante de la valeur créée.

CE QUE L'ÉTAT POURRAIT EN FAIRE

Disons-le d'emblée : il ne s'agit pas de taxer les pèlerins. Ce serait explosif, et contraire à l'esprit du Magal. Mais entre taxer la foi et ne rien faire, il y a de la place.

Mesurer, d'abord — et c'est désormais commencé, mais l'exercice doit devenir annuel et public plutôt que ponctuel. **Investir en amont, ensuite :** chaque franc mis dans le rail, dans l'eau ou dans les marchés à bétail de l'axe Dakar–Touba sert toute l'année une agglomération d'un million et demi d'habitants, et se rentabilise au centuple pendant le Magal.

Industrialiser Touba, surtout. Une agroalimentaire locale, des unités de transformation, des capacités d'hébergement à Mbacké et Diourbel : c'est là que se joue la différence entre une ville qui dépense et une ville qui produit.

Et institutionnaliser le dialogue avec le khalifat, en l'étendant au Gamou de Tivaouane et à Popenguine : le Sénégal organise chaque année, sans le dire, une saison de méga-événements religieux que bien des pays lui envieraient.

QUATRE LEVIERS

1. Un compte satellite annuel et public du Magal.
2. L'investissement en amont : rail, eau, marchés à bétail.
3. L'industrialisation locale, pour retenir la valeur à Touba.
4. Une instance permanente de coproduction avec le khalifat.

VENDRE LE SÉNÉGAL, SANS VENDRE TOUBA

Le tourisme religieux déplace des centaines de millions de voyageurs par an, et des États entiers en ont fait un pilier économique. Le Sénégal possède un récit que peu de destinations peuvent offrir : un soufi qui résiste à la colonisation sans une arme, une ville bâtie par ses fidèles, des millions de repas offerts.

Ce récit voyage déjà tout seul — Harlem célèbre un « Cheikh Ahmadou Bamba Day » officiel depuis 1988, et le café Touba a conquis l'Afrique de l'Ouest sans l'aide de personne. Pendant ce temps, la destination Sénégal continue de se vendre sur le seul triptyque plage–Gorée–téranga.

Y ajouter le patrimoine spirituel — Touba, Tivaouane, les Layènes, Popenguine, un islam et un christianisme qui cohabitent en paix —, c'est offrir au monde un contre-récit dont il a soif, et à Mbacké ou Diourbel les hôtels, les visiteurs et les métiers qui vont avec.

Le Magal n'est pas un festival, et Touba n'est pas un produit. La gratuité du berndé et l'absence de sponsors ne sont pas des manques à gagner : ce sont le cœur de l'événement.

Le porte-parole du khalife l'a dit lui-même à la cérémonie officielle : il faut anticiper dès maintenant les dix prochaines éditions, sous peine d'affronter un jour des difficultés majeures d'accessibilité. Le chemin est étroit mais clair : investir *autour* du Magal, jamais *sur* lui.

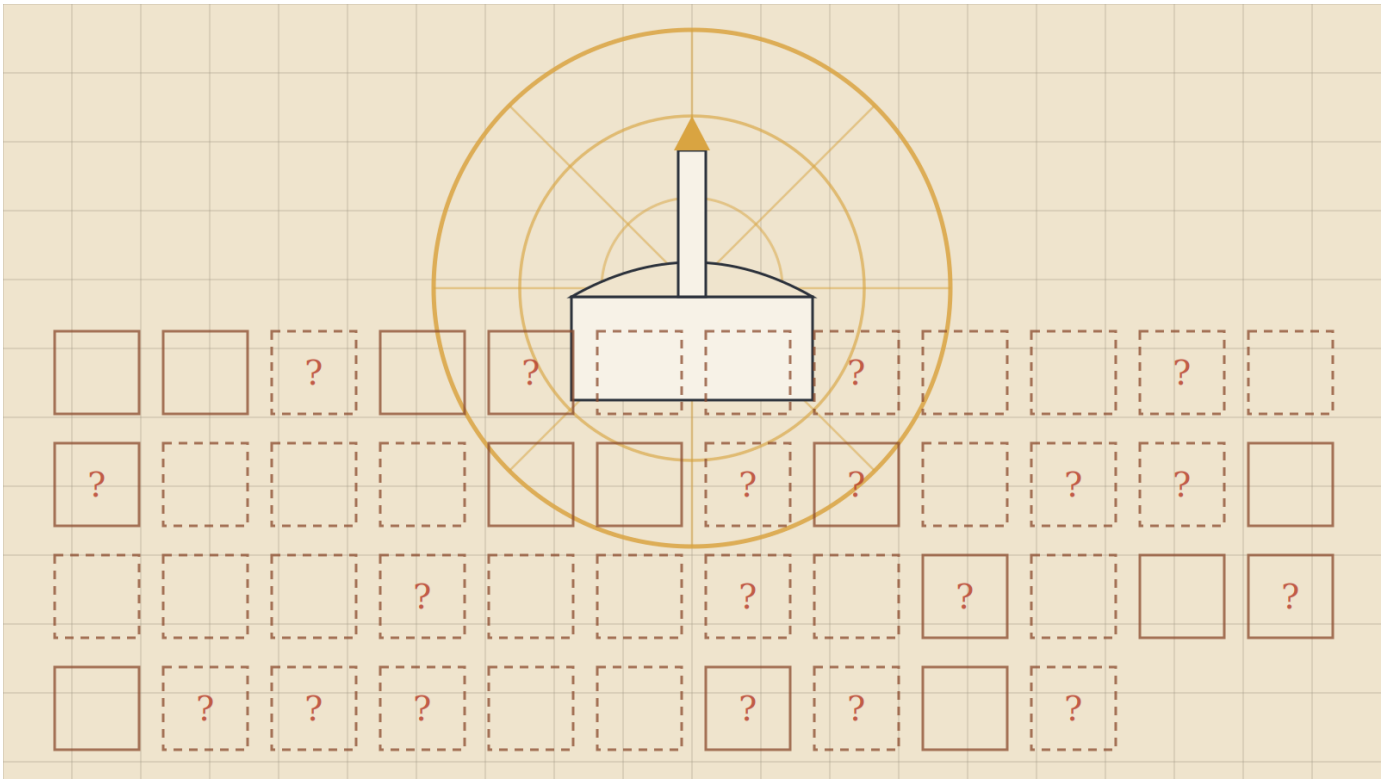
L'État n'a pas à tirer profit du Magal. Il a à faire fructifier ce que le Magal, depuis plus d'un siècle, offre déjà au Sénégal.

Sources : étude d'impact économique du Grand Magal, Université Cheikh Ahmadoul Khadim de Touba et Université Alioune Diop de Bambey, coordonnée par Souleymane Astou Diagne, présentée en juillet 2026 en présence du porte-parole du khalife général des mourides, Serigne Bassirou Abdou Khadre Mbacké · APS · RTS · Le Soleil. La rédaction retient le chiffre issu de l'étude universitaire, seul document méthodologiquement établi à ce jour.

Touba, l'aménagement d'une cité religieuse

Fondée pour l'adoration du Seigneur, dotée d'un titre foncier propre et distinguée en 1996 par les Nations unies, la deuxième agglomération du Sénégal s'est construite selon un modèle d'aménagement dont les khalifes successifs ont fixé les règles. État des lieux administratif.

ENQUÊTE · PAR **MALICK HANNE**



Le plan de Touba rayonne depuis la Grande Mosquée. Voirie primaire, rocade, lotissements successifs : une ville planifiée par ses guides.

Touba est une cité religieuse fondée par le guide du mouridisme, Cheikh Ahmadou Bamba, dans le but d'y adorer le Seigneur. Située à 194 kilomètres à l'est de Dakar, dans le département de Mbacké, région de Diourbel, elle constitue aujourd'hui la deuxième agglomération du pays. Son organisation spatiale, son régime foncier et son mode d'aménagement présentent un ensemble de particularités que le présent état des lieux se propose de recenser.

I. FONDATION ET VOCATION

La fondation de la cité remonte à la fin du XIX^{e} siècle. Le lieu est établi à la suite d'une retraite spirituelle, dans une zone alors inhabitée du Baol. La vocation assignée à la ville est explicitement religieuse : elle est destinée à l'adoration du Seigneur et au recueillement de la communauté.

Cette vocation est formalisée par écrit. Le poème *Matlaboul Fawzayni* — La Quête du bonheur d'ici-bas et dans l'au-delà — constitue à la fois un programme religieux et un idéal d'aménagement, auquel la construction spatiale de la ville demeure référée.

II. LE RÉGIME FONCIER

Le régime foncier de Touba procède d'une chaîne d'actes administratifs identifiée. En 1926, l'administration coloniale autorise la construction de la Grande Mosquée. Cette autorisation ouvre la voie à la constitution d'un droit réel : un bail est signé en 1930, portant sur une surface initiale de 400 hectares.

Ce bail est converti en titre foncier, établi au nom de Cheikh Ahmadou Bamba, sous l'autorité du premier khalife général des mourides, **Serigne Mouhamadou Moustapha Mbacké**. Le titre a fait l'objet d'extensions successives, la dernière étant intervenue en 2005 sous le khalifat de **Serigne Saliou Mbacké**.

CHAÎNE DES ACTES FONCIERS

1926 · Autorisation coloniale de construire la Grande Mosquée.
1930 · Signature du bail (environ 400 hectares).
1930 · Conversion en titre foncier au nom de Cheikh Ahmadou Bamba, sous l'autorité du premier khalife.
2005 · Dernière extension de l'assiette foncière.

Il résulte de ce régime que l'attribution des parcelles relève de l'autorité khalifale et non d'un marché foncier de droit commun.

Les parcelles sont attribuées, et non vendues. Cette modalité explique l'absence de titres individuels et, corrélativement, l'absence de cadastre au sens ordinaire du terme.

III. LES ÉTAPES DE L'AMÉNAGEMENT

L'aménagement de la cité s'est effectué par phases successives, chacune associée à un khalifat.

Sous le premier khalife, **Serigne Mouhamadou Moustapha Mbacké**, sont engagés la construction de la voie ferrée reliant Diourbel à Touba, la pose de la première pierre de la Grande Mosquée en 1932 et la réalisation du premier forage, à Ndame.

Sous le deuxième khalife, **Serigne Fallou Mbacké**, les travaux de la Grande Mosquée sont menés à leur terme : l'édifice, dont le chantier s'étend de 1926 à 1963, est inauguré. Son minaret culmine à 86 mètres et demeure le plus haut d'Afrique de l'Ouest.

Sous le troisième khalife, **Serigne Abdoul Ahad Mbacké**, la ville connaît sa première grande phase de lotissement : plus de 78 000 parcelles sont attribuées. S'y ajoutent l'extension de la capacité de la mosquée, l'électrification, l'installation du réseau téléphonique, la réalisation de dix forages, la construction d'un aérodrome et d'une gare routière.

LES KHALIFES ET L'AMÉNAGEMENT

1er khalife · Serigne Mouhamadou Moustapha Mbacké — titre foncier, voie ferrée, première pierre de la Mosquée, premier forage.

2e khalife · Serigne Fallou Mbacké — achèvement et inauguration de la Grande Mosquée.

3e khalife · Serigne Abdoul Ahad Mbacké — plus de 78 000 parcelles loties, électrification, forages, aérodrome, gare routière.

5e khalife · Serigne Saliou Mbacké — largeur normalisée des voies, plan directeur d'urbanisme, extension du titre foncier.

IV. LA NORME DE VOIRIE

Une disposition d'aménagement mérite une mention particulière : l'institution, sous le khalifat de **Serigne Saliou Mbacké**, de largeurs de voies normalisées à 30 et 50 mètres selon la hiérarchie des axes.

Appliquée aux artères primaires convergeant vers la Grande Mosquée ainsi qu'à la rocade, cette norme a produit une trame viaire de dimensions inhabituelles dans l'urbanisation sénégalaise, capable d'absorber sans restructuration lourde les flux du Grand Magal comme la circulation ordinaire.

30 & 50 m

largeurs de voies instituées sous le cinquième khalifat — une trame viaire dimensionnée bien au-delà des standards courants.

Le même khalifat a fait établir un plan directeur d'urbanisme couvrant la période 2006-2020, définissant boulevards, rues, zones d'extension, emprises résidentielles et espaces réservés aux équipements commerciaux. Ce document a fait l'objet d'une révision, portée par la direction de l'Urbanisme et de l'Architecture, à l'horizon 2035.

V. LA DISTINCTION DE 1996

En juin 1996, lors du sommet Habitat II tenu à Istanbul, l'agglomération de Touba a été retenue comme ville modèle par l'organisation des Nations unies chargée des établissements humains.

Cette distinction sanctionne un mode d'aménagement singulier : une planification conduite par l'autorité religieuse, un accès au sol par attribution, une trame viaire largement dimensionnée et un financement des équipements assuré pour partie par la contribution volontaire des fidèles.

Une ville planifiée par ses guides, distinguée par les Nations unies, et administrée hors des mécanismes fonciers de droit commun.

VI. DYNAMIQUE SPATIALE ET QUESTIONS OUVERTES

L'expansion de l'emprise bâtie constitue le fait majeur de la période récente. De 542 hectares en 1965, la superficie bâtie approche aujourd'hui les 20 000 hectares. La population de l'agglomération est estimée entre un million et un million et demi d'habitants.

Cette croissance procède de deux mouvements : une extension par dispersion depuis des noyaux périphériques, et une agglutination conduisant à la jonction progressive avec Mbacké.

Trois sujets sont aujourd'hui documentés par les services techniques.

L'assiette foncière. À la suite de l'extension urbaine, une partie des habitations se trouve hors du tracé du titre foncier, ce qui pose la question de l'élargissement de l'assiette.

Le régime hydraulique. La configuration en cuvette expose la cité aux stagnations d'eaux pluviales en période d'hivernage, l'évacuation supposant des ouvrages adaptés à une topographie sans pente marquée.

L'actualisation des documents de planification. Le plan directeur arrivé à échéance en 2020 appelait une révision, engagée à l'horizon 2035 ; sa mise en œuvre reste à documenter.

CE QUE RETIENT L'ADMINISTRATION

Touba constitue un cas d'espèce : une agglomération d'un million et demi d'habitants dont l'aménagement procède d'actes khalifaux plutôt que d'un plan communal ordinaire, et dont les infrastructures sont financées pour partie hors budget public. La coordination entre les services de l'État et l'autorité khalifale demeure, à ce titre, la condition première de toute opération d'envergure.

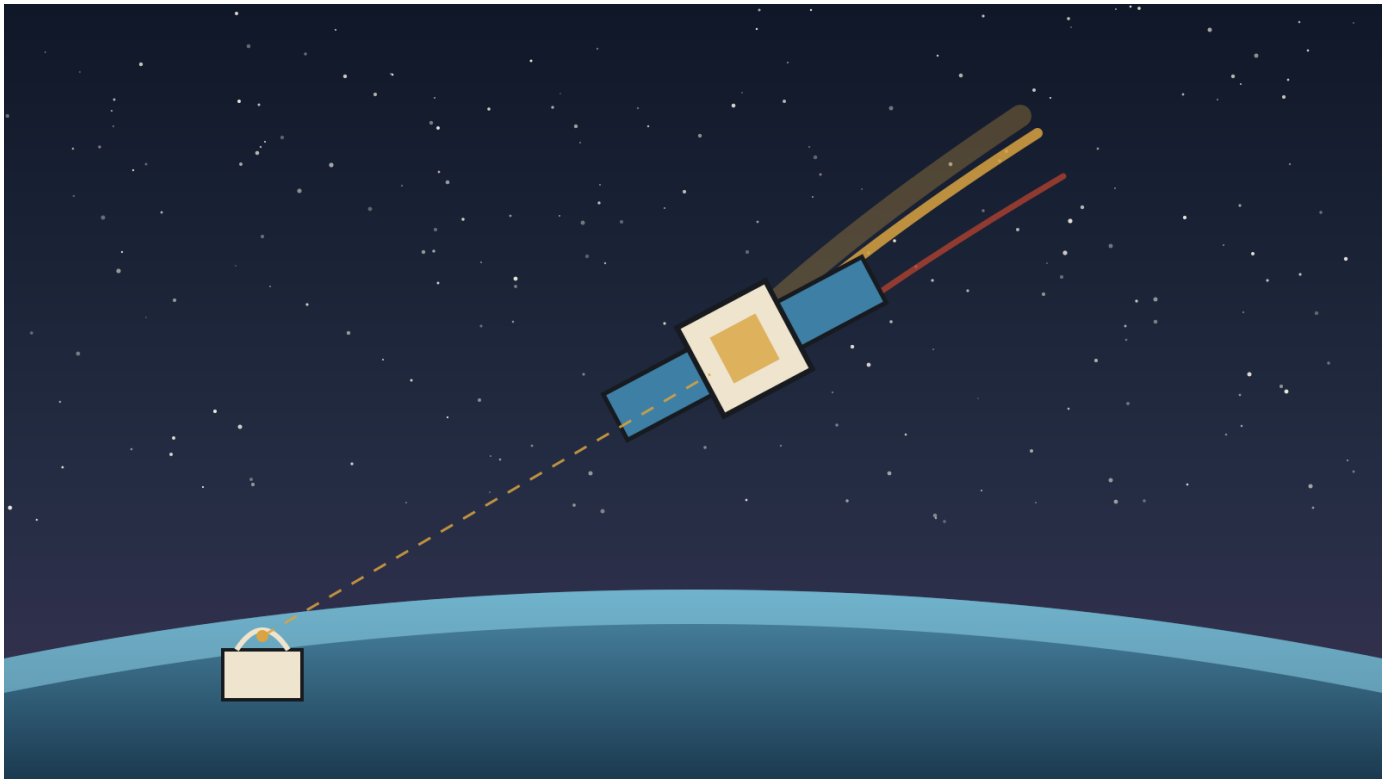
Sources : direction de l'Urbanisme et de l'Architecture, ministère chargé de l'Urbanisme et de l'Habitat · services des Domaines · ONU-Habitat, sommet Habitat II d'Istanbul, juin 1996 · travaux de géographie urbaine sur l'agglomération de Touba-Mbacké · presse nationale (Le Soleil, EnQuête, SenePlus). La surface initiale du bail de 1930 et les largeurs de voies normalisées à 30 et 50 mètres sont établies d'après les documents d'urbanisme de la commune de Touba Mosquée et les services des Domaines.

SCIENCES · SOUVERAINETÉ

Gaindé et la porte de l'aller sans retour

Le 21 janvier, après dix-sept mois en orbite, le premier satellite sénégalais a franchi le seuil dont nul engin ne revient. Ce qu'il laisse derrière lui vaut plus cher que ce qu'il a coûté.

ANALYSE · PAR **MAMADOU LAMINE SARR**



Rentrée atmosphérique : sans moteur ni contrôle d'attitude, un nanosatellite finit toujours par redescendre. Ce qui reste est au sol.

Pas d'accident, pas de panne, pas de communiqué de crise. Le 21 janvier 2026, un peu avant cinq heures du matin, le premier satellite sénégalais est descendu trop bas, a rencontré l'air, et a brûlé. Dix-sept mois plus tôt, le pays entier l'avait regardé partir ; sa disparition, elle, est passée inaperçue.

UN SEUIL FRANCHI, ET PAS DE RETOUR

Rappelons l'objet. GaindéSat-1A était un cube de dix centimètres de côté, un nanosatellite du format standard le plus modeste, lancé en covoiturage depuis la Californie avec des dizaines d'autres engins.

Un tel satellite n'a pas de moteur : il ne corrige pas sa trajectoire, il tourne jusqu'à ce que le frottement de la haute atmosphère le fasse redescendre. Les ingénieurs lui donnaient douze à vingt-quatre mois ; il en a fait dix-sept, le pic solaire de 2025 ayant accéléré sa chute.

« Tout était prévisible, il n'y a eu aucune surprise. » Pour un premier nanosatellite, dont le taux d'échec dans le monde reste élevé, remplir sa mission jusqu'au bout est déjà le résultat.

CE QU'IL A FAIT PENDANT DIX-SEPT MOIS

Son métier n'était pas de faire de belles images. Deux à trois fois par jour, il survolait le pays, interrogeait des balises au sol — niveaux d'eau, données environnementales, stations de mesure — et déversait leur contenu au centre de contrôle de Diamniadio.

Le gain est moins spectaculaire qu'un lancement, mais il est net : là où certaines stations n'étaient relevées qu'une fois tous les deux ou trois mois par un agent qui s'y rendait, la donnée arrivait désormais plusieurs fois par jour. Le lac de Guiers, château d'eau de Dakar, a servi de terrain principal. Autrement dit : de l'hydrologie, pas de la conquête spatiale.

700 MILLIONS POUR UN CUBE QUI A BRÛLÉ

Vient l'objection, et elle est saine : sept cents millions de francs partis en fumée, dans un pays où les hôpitaux régionaux manquent d'équipements. Trois réponses.

La première : ce montant n'est pas le prix du cube. Il couvre la formation de treize ingénieurs et techniciens sénégalais au centre spatial universitaire de Montpellier, la construction du centre de contrôle de Diamniadio, et l'accompagnement technique. Un satellite acheté sur étagère aurait coûté moins de trois cents millions — mais le pays n'aurait su ni le piloter, ni en construire un autre.

700 M
FCFA : le programme complet, formation et sol compris

2 Mds
FCFA d'imagerie satellitaire achetée pour un seul projet inondations

La deuxième : le Sénégal achète déjà de la donnée spatiale, et cher. Un seul projet de gestion des inondations a consacré plus de deux milliards de francs à l'acquisition d'images ; un projet de cartographie cadastrale, au moins un milliard. Rapportée à cette facture récurrente, la dépense change de nature : elle cesse d'être un caprice pour devenir un investissement de substitution.

La troisième : ce qui est mort, c'est l'objet. Les ingénieurs, eux, sont vivants, et ils sont au Sénégal.

CE QU'EST UN CUBESAT

Un format standardisé, né dans les universités il y a une vingtaine d'années pour ouvrir l'orbite aux laboratoires et aux pays sans industrie spatiale. Unité de base : un cube de dix centimètres de côté, moins de deux kilos. Sans moteur ni contrôle d'attitude, il ne corrige pas sa trajectoire : sa durée de vie est fixée dès le lancement par l'altitude retenue et par l'activité solaire.

LA SUITE EST DÉJÀ EN ATELIER

C'est la vraie information de cette fin de mission. GaindéSat-1B, le successeur, a été assemblé par l'équipe sénégalaise sans encadrement extérieur — l'étape qui sépare un pays formé d'un pays autonome. Deux autres modèles doivent suivre, dont le dernier intégré au Sénégal.

Au-delà, un projet de constellation d'observation, baptisé Ninki Nanka du nom du dragon des légendes du fleuve, est annoncé pour la fin de la décennie : des satellites plus gros, stabilisés, capables de fournir des images à haute résolution pour l'agriculture, l'urbanisme et la surveillance maritime.

Le vocabulaire a changé au passage : on ne parle plus seulement d'environnement mais de défense, de frontières et d'eaux territoriales. Dans un pays qui perd chaque année une part de sa ressource halieutique à la pêche illégale et qui exploite désormais du pétrole et du gaz au large, l'argument porte.

TROIS BUREAUX, PAS UNE FUSÉE

Les ressources humaines · treize personnes formées à un métier rare sont treize personnes courtisées ailleurs.
Le budget · un programme spatial se juge sur sa régularité, pas sur ses lancements.
Les données · une donnée qui dort dans un serveur ne vaut rien ; ouverte, elle vaut ce qu'on en fera.

GaindéSat-1A a prouvé que le Sénégal savait fabriquer un satellite et le faire vivre. Il n'a pas encore prouvé qu'il savait s'en servir. C'est le seul héritage qui compte, et il ne se consume pas dans l'atmosphère.

REPÈRES · LE PROGRAMME SPATIAL

2020 et 2022 · Formation de treize ingénieurs et techniciens au centre spatial universitaire de Montpellier.

Octobre 2023 · Installation du centre de contrôle à Diamniadio.

16 août 2024 · Lancement de GaindéSat-1A depuis la Californie.

21 janvier 2026 · Rentrée atmosphérique, après dix-sept mois de mission.

Suite annoncée · GaindéSat-1B assemblé sans encadrement extérieur ; modèles 1C et 1D à suivre.

Horizon 2028 · Projet de constellation d'observation Ninki Nanka.

NINKI NANKA

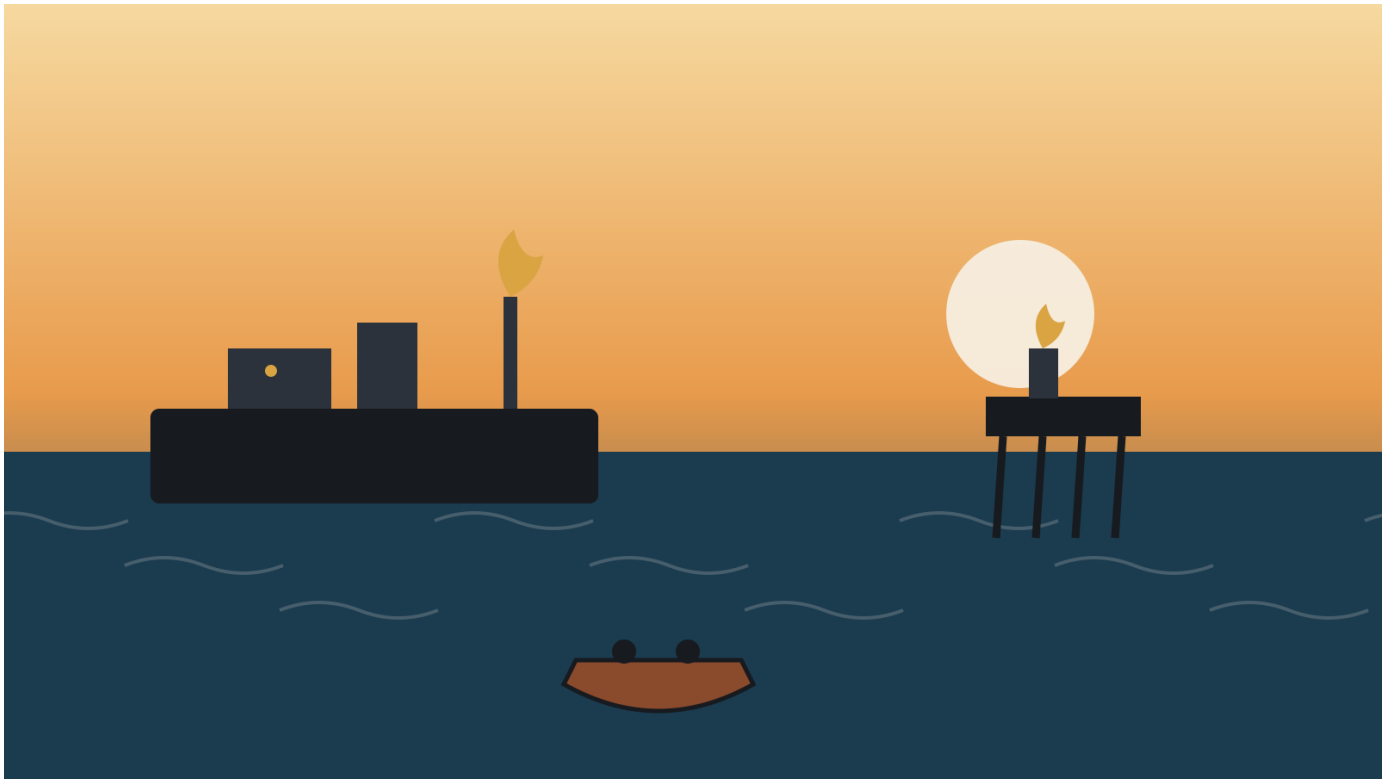
Le nom retenu pour la future constellation d'observation renvoie à une créature des légendes du fleuve, un dragon des eaux présent dans plusieurs traditions de la sous-région. Le choix n'est pas anodin : il inscrit un programme technologique dans un imaginaire local plutôt que dans le vocabulaire emprunté des grandes agences spatiales.

Sources : programme SENSAT (ministère de l'Enseignement supérieur) · Centre spatial universitaire de Montpellier · déclarations du Pr Gayane Faye, coordonnateur de SENSAT (mars 2026) · Agence sénégalaise d'études spatiales. Le lancement de GaindéSat-1B est annoncé pour 2026.

Les barils sortent, les caisses attendent

Sangomar bat ses records de production, GTA enchaîne les cargaisons — et le budget 2026 n'attend que 76 milliards de recettes. Anatomie d'un décalage mal expliqué.

LE COMPTEUR · PAR **LA RÉDACTION**



Au large : le FPSO de Sangomar, la torchère de GTA — et la pirogue qui travaille les mêmes eaux.

Nous avions promis au numéro 1 de suivre les chiffres plutôt que les discours. Voici le premier relevé du compteur — et il raconte une histoire à deux temps. Techniquement, tout va bien : les records tombent. Budgétairement, le pays touche encore des sommes qui tiendraient dans la marge d'arrondi de son budget.

CE QUI EST SORTI

Commençons par le solide. En mai, Sangomar a chargé trois cargaisons de brut pour 2,93 millions de barils : un record mensuel depuis le démarrage de juin 2024. Le même mois, GTA a expédié quatre cargaisons de gaz naturel liquéfié.

Depuis le premier baril, le champ pétrolier dépasse les 56 millions de barils produits ; côté gaz, le projet mauritano-sénégalais a franchi la barre des quarante cargaisons commercialisées. Les prévisions de production pour 2026 ont même été revues à la hausse, à 31,6 millions de barils contre 28,1 millions initialement planifiés.

31,6 M

barils attendus en 2026, contre 28,1 millions initialement planifiés. Sur le plan industriel, la promesse est tenue.

CE QUI EST ENTRÉ

Le contraste commence ici. Au premier semestre 2025 — dernier bilan indépendant disponible —, l'ensemble du secteur extractif a rapporté 303 milliards de FCFA à l'État. Mais dans ce total, les hydrocarbures pèsent peu : la commercialisation de la part de production revenant à l'État a généré 37,5 milliards.

Le premier contributeur reste, de loin, le secteur minier, avec 217 milliards, soit près des trois quarts du total. **Le pétrole et le gaz n'ont pas encore détrôné l'or.**

76 Mds

recettes hydrocarbures attendues en 2026

1 190 Mds

intérêts de la dette inscrits au même budget

Pour l'exercice en cours, le document de programmation budgétaire n'attend que 76 milliards de recettes hydrocarbures, dans un budget dont les recettes totales sont arrêtées à 6 188,8 milliards. Un peu plus de 1 %. À titre de comparaison, le seul service des intérêts de la dette dépasse 1 190 milliards — quinze fois la manne pétrolière de l'année.

POURQUOI L'ÉCART

La raison n'est ni cachée ni scandaleuse : elle est contractuelle. Dans un contrat de recherche et de partage de production, l'opérateur récupère d'abord ses coûts — forages, plateforme, canalisations, milliards investis avant le premier baril — sur une part de la production appelée *cost oil*.

Ce n'est qu'ensuite que le reste, le *profit oil*, se partage entre l'État et les compagnies. Tant que la récupération des coûts court, la part effectivement encaissée par le Sénégal reste faible. C'est mécanique, c'était écrit, et c'est ce qui explique que PETROSEN n'ait touché ses premiers flux sur Sangomar qu'en février 2025, huit mois après le premier baril.

LA POLÉMIQUE DES « 25 FRANCS »

Encore faut-il l'expliquer. Faute de l'avoir fait assez tôt, l'État s'est retrouvé, début août, à démentir dans l'urgence une formule devenue virale : le Sénégal ne toucherait que « 25 francs sur 1 000 000 de francs de pétrole vendu ».

Le ministère a répondu par des chiffres : au premier trimestre 2026, Sangomar a produit près de 9 millions de barils pour une valeur brute de 759 millions de dollars, dont 437 839 barils revenus directement à l'État, soit environ 21 milliards de FCFA. Il a ajouté que la faible quote-part déclarée par l'opérateur tenait à une récupération accélérée de dépenses antérieures à la décision finale d'investissement.

Sur le fond, l'argument de l'État est juste. Sur la forme, la séquence est instructive : quand on ne publie pas ses chiffres avant qu'on les demande, ce sont les rumeurs qui font le travail.

COST OIL, PROFIT OIL

Cost oil · la part de production que l'opérateur prélève pour récupérer ses investissements — forages, plateforme, canalisations — engagés avant le premier baril.
Profit oil · ce qui reste ensuite, et qui se partage entre l'État et les compagnies selon la clé du contrat.

Tant que la récupération des coûts court, la part encaissée par l'État demeure faible. Le calendrier de sortie de cette phase est l'information la plus attendue — et la moins publiée — de tout le dossier.

CE QU'IL FAUDRA SURVEILLER

La fin de la récupération des coûts, seul moment où la part sénégalaise décollera vraiment — et dont le calendrier reste, à ce jour, l'information la plus mal partagée du dossier.

L'alimentation des fonds. Le Fonds intergénérationnel et le Fonds de stabilisation reçoivent en principe 10 % et 20 % des recettes, le second étant plafonné à 62,92 milliards. Ces fonds sont la seule différence entre une rente dépensée et une rente transmise ; encore faut-il vérifier qu'ils se remplissent.

Les cours. Les prévisions de recettes ont déjà été revues à la baisse une fois pour cause de repli des prix du brut, ce qui rappelle une vérité désagréable : le Sénégal a signé des contrats sur des volumes, mais il encaisse sur des prix qu'il ne fixe pas.

PROCHAIN RELEVÉ · N° 03

La seule chose que ce compteur mesure aujourd'hui avec certitude, c'est l'écart entre ce qui sort de la mer et ce qui entre au Trésor. Nous le reprendrons au numéro suivant, avec les chiffres du second semestre.

CE QUE NOUS SUIVONS À CHAQUE NUMÉRO

1. Les volumes produits et exportés à Sangomar et GTA.
2. Les recettes versées à l'État et leur affectation réelle.
3. L'alimentation du Fonds intergénérationnel et du Fonds de stabilisation.
4. Le contenu local : emplois et contrats sénégalais.
5. La fin de la période de récupération des coûts.
6. Les promesses publiques — et leur sort.

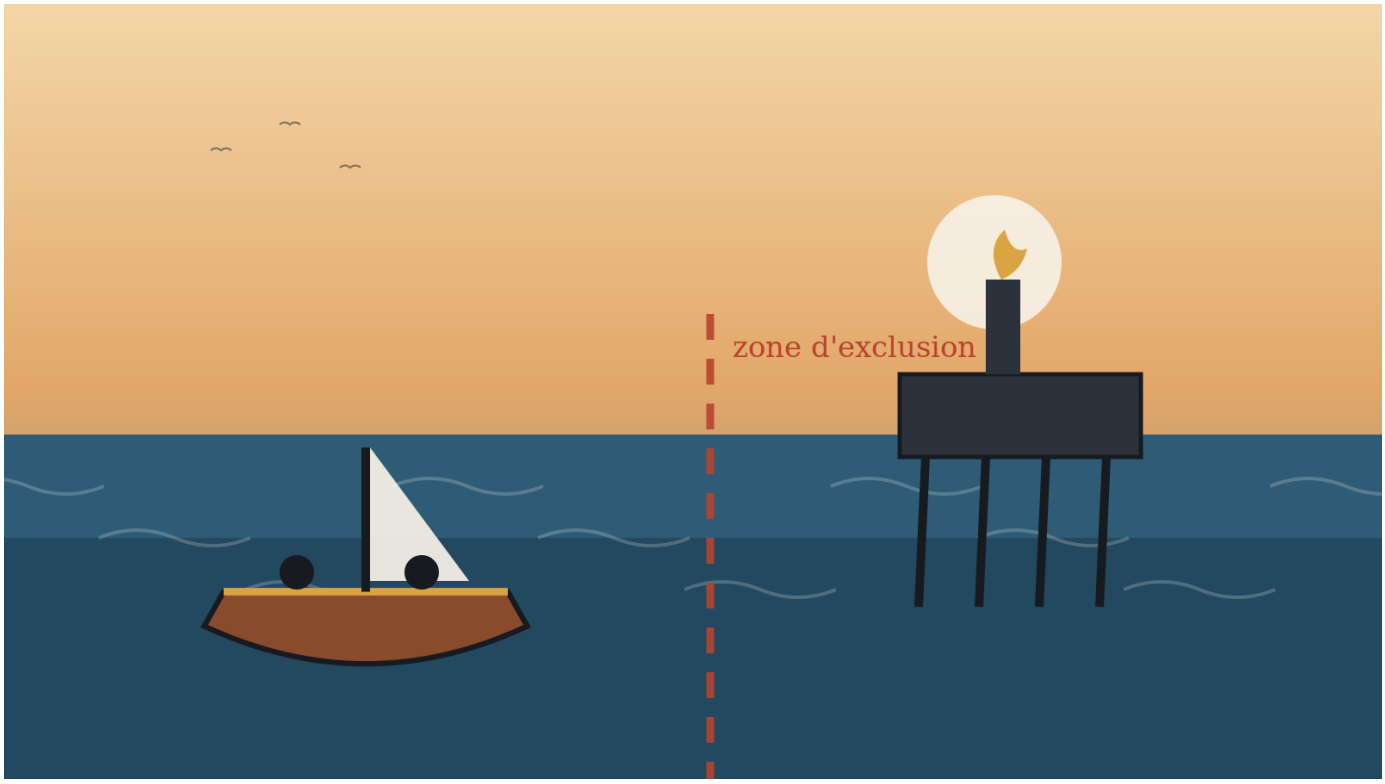
Sources : points mensuels du ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines · rapport ITIE Sénégal (S1 2025) · loi de finances 2026 et DPBEP 2026-2028 · communiqué du ministère du 4 août 2026 · loi n°2022-09 du 19 avril 2022 et décret n°2023-1886. La valeur brute de 759,2 millions de dollars correspond à environ 437 milliards de FCFA.

REPORTAGE · SAINT-LOUIS

Guet Ndar, le quartier qui recule

À Guet Ndar, la terre se dérobe sous les maisons pendant que l'espace maritime se referme devant les pirogues. Le quartier qui nourrit le Sénégal paie une facture qu'on ne lui a jamais présentée.

REPORTAGE · PAR **MOUSSA SENE TÉLÉMAQUE SOW**



Entre la pirogue et la plateforme, une ligne que rien ne signale à la surface : le périmètre d'exclusion du site gazier.

Il y a le bruit, d'abord. Puis l'odeur. Puis la densité — des maisons collées les unes aux autres sur une langue de sable large de quelques centaines de mètres, l'océan d'un côté, le fleuve de l'autre. Guet Ndar vit de la pêche et de rien d'autre.

Depuis février 2025, à quelque quarante kilomètres au large, une plateforme extrait du gaz que le pays attendait depuis dix ans. Entre les deux, il n'y a pas de conflit déclaré. Il y a quelque chose de plus sourd.

UN LIVRE POUR DIRE CE QUE LE QUARTIER SAIT DÉJÀ

Ce mois d'août, un ouvrage est venu rappeler que Guet Ndar n'est pas un sujet neuf. Le professeur Abdoulaye Sène, natif du quartier, y publie une somme sur les pêcheurs parmi lesquels il a vécu dans les années 1980 pour préparer sa thèse.

Le tableau qu'il dresse est sans complaisance, et il est cumulatif : surexploitation des ressources, concurrence de la pêche industrielle et illégale, essor de la pêche minotière qui transforme en farine le poisson que mangeaient les familles, rivalités internes au secteur artisanal. À quoi s'ajoutent le changement climatique et l'arrivée des activités gazières.

Le gaz n'a pas créé la crise de Guet Ndar. Il est arrivé sur une communauté déjà fragilisée, et il a déplacé la dernière ligne qui lui restait.

LA LIGNE INVISIBLE

Cette ligne, c'est le périmètre d'exclusion tracé autour du site gazier. Sur une carte, c'est un cercle. Pour un pêcheur de la Langue de Barbarie, c'est autre chose : le cercle englobe des zones que les pirogues fréquentent depuis des générations, au premier rang desquelles Diattara, mais aussi Paraya et Khér bu Ndaw — des nurseries, c'est-à-dire précisément les endroits où le poisson se reproduit.

Contourner ces zones signifie partir plus loin, plus longtemps, avec plus de carburant, dans des eaux plus dangereuses. Pour une pirogue qui rentre à la journée, ce n'est pas un désagrément : c'est un changement de métier.

3,2 %

du PIB national et 12 % du PIB primaire : la pêche artisanale n'est pas un secteur marginal.

LE CONTENTIEUX DES PIROGUES

Le point de friction le plus documenté remonte à avril 2025. L'Association des pêcheurs artisanaux à la ligne de Saint-Louis écrit alors au gouverneur, qui préside aussi le comité régional de concertation sur le projet : plus de douze pirogues de Guet Ndar et de Santhiaba auraient été arraisonnées le 5 avril alors qu'elles se trouvaient, selon les relevés de l'association, à près de deux kilomètres en dehors de la zone balisée.

Matériels et cordages endommagés, aucune information officielle en retour. L'association souligne que l'épisode tombait à la veille du « Thiorone », ces mois d'avril à juin où la pêche autour de Diattara devient particulièrement intense et où se joue le revenu annuel de nombreuses familles.

Que les relevés soient exacts ou non — et ils demandent à être confrontés à ceux des opérateurs —, l'essentiel est ailleurs : **personne, dans le quartier, n'a reçu de réponse. C'est ce silence qui fabrique la tension, pas le gaz.**

TÉMOIGNAGE · UN PATRON DE PIROGUE, GUET NDAR

« Avant, on partait au petit matin et on rentrait avant la prière du soir. Diattara, c'était à portée : on connaissait le fond, on connaissait le poisson. Aujourd'hui il faut contourner, et contourner c'est du carburant, c'est du temps, c'est du risque. On part plus loin avec la même pirogue et le même moteur.

Ce n'est pas le gaz qui nous fâche. C'est qu'on apprenne la limite en mer, devant un bateau qui vous crie dessus. Nous avons écrit. Nous n'avons jamais eu de réponse écrite. »

L'AUTRE MENACE, CELLE QUI VIENT DE LA TERRE

Car pendant que la mer s'éloigne réglementairement, elle se rapproche physiquement. En octobre 2003, pour sauver la vieille ville d'une crue du fleuve, une brèche de quatre mètres fut ouverte dans la Langue de Barbarie. Elle en fait aujourd'hui plusieurs kilomètres.

Ce qui devait être une soupape est devenu un couloir : le trait de côte recule, des maisons s'effondrent, et la sortie en mer par la brèche est devenue un passage redouté auquel les pêcheurs imputent des centaines de morts. En janvier dernier encore, une pirogue de Guet Ndar était percutée par un navire en fuite ; quatre hommes qui dormaient à bord n'ont jamais été retrouvés.

UNE DOUBLE CONTRAINTE

Peu de communautés au monde connaissent simultanément la terre qui se dérobe sous les maisons et l'espace maritime qui se referme devant les pirogues. Guet Ndar vit les deux.

CE QU'IL FAUDRAIT, ET QUI NE COÛTERAIT PAS CHER

Une information claire et régulière : le tracé exact du périmètre, ses évolutions, les règles de contrôle, diffusés en wolof aux quais et par radio, plutôt que découverts en mer face à un patrouilleur.

Un mécanisme d'indemnisation lisible, avec des critères publics et un délai, pour les pertes de matériel et les zones perdues. **Et une instance de recours qui réponde** — le comité régional de concertation existe ; encore faut-il que les courriers qu'il reçoit trouvent une réponse écrite.

Le Sénégal a mis dix ans à sortir son gaz de l'eau. Il lui reste à prouver qu'il peut, dans le même mouvement, ne pas laisser sombrer le quartier qui le nourrit depuis trois siècles.

REPÈRES · LA LANGUE DE BARBARIE

Octobre 2003 · Ouverture d'une brèche de quatre mètres pour évacuer une crue du fleuve.

Aujourd'hui · La brèche atteint plusieurs kilomètres ; le trait de côte recule.

Février 2025 · Première production de gaz sur le champ mauritano-sénégalais.

Avril 2025 · Arraisonnement contesté de pirogues aux abords de la zone d'exclusion.

Janvier 2026 · Pirogue percutée en mer ; quatre pêcheurs portés disparus.

CE QUE PÈSE LA PÊCHE ARTISANALE

Environ **3,2 %** du produit intérieur brut national et **12 %** du PIB du secteur primaire. Elle fournit l'essentiel des protéines animales consommées dans le pays et fait vivre, en amont comme en aval, les mareyeuses, les transformatrices, les charpentiers de marine et les vendeurs de glace.

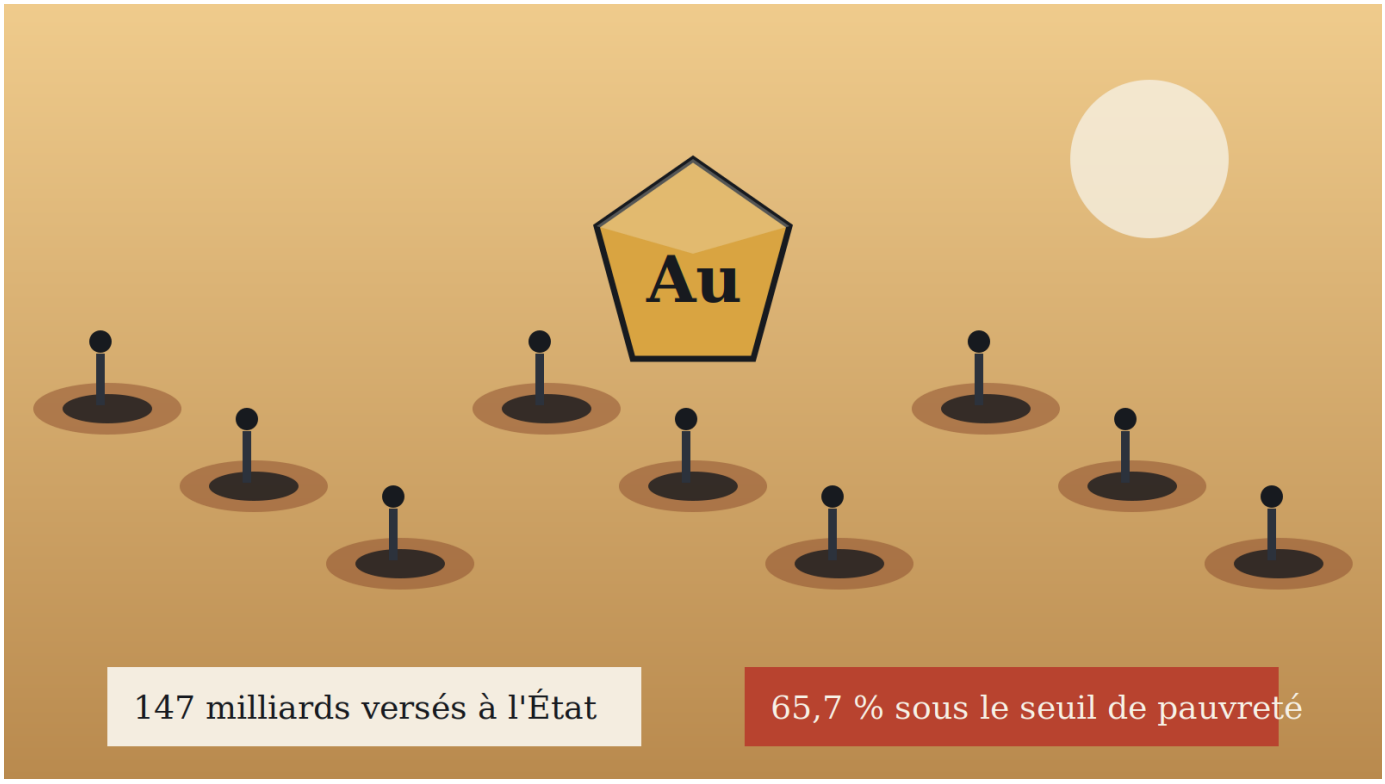
Sources : « Les pêcheurs de Guet Ndar », Pr Abdoulaye Sène (août 2026) · communiqué et courrier de l'APALSL au gouverneur de Saint-Louis (avril 2025) · presse nationale. Les relevés de position des pirogues sont ceux communiqués par l'association des pêcheurs artisanaux à la ligne de Saint-Louis. Propos recueillis à Guet Ndar.

ENQUÊTE · RESSOURCES

Le paradoxe de Kédougou, ou l'or qui appauvrit

Kédougou verse 147 milliards à l'État et reste la région la plus pauvre du Sénégal. Entre l'or industriel qui paie à Dakar et l'or invisible que personne ne mesure, mécanique d'un paradoxe.

ENQUÊTE · PAR **CHEIKH DABO NDIAYE**



Puits d'orpaillage et lingot : deux économies coexistent à Kédougou, et une seule figure dans les comptes publics.

Deux chiffres, et tout est dit. Le sous-sol de Kédougou fournit l'essentiel de l'or sénégalais et rapporte à l'État plus que le pétrole et le gaz réunis. Et près de deux habitants sur trois y vivent sous le seuil de pauvreté. Ce n'est pas une contradiction : c'est un mécanisme, et il est identifiable.

LA PLUS RICHE, LA PLUS PAUVRE

Avec 65,7 % de sa population sous le seuil de pauvreté, Kédougou est la région la plus pauvre du Sénégal. C'est aussi celle qui, en 2023, a vu les entreprises minières installées sur son territoire verser 147 milliards de FCFA, dont près de 140 affectés au budget de l'État — contre 76 milliards deux ans plus tôt.

La courbe monte vite ; les services publics, eux, ne suivent pas. Le sous-sol de Kédougou est convoité par des investisseurs du monde entier, et ses habitants n'en voient souvent que les effets secondaires : des routes défoncées par les camions, des puits béants dans les champs, une jeunesse sans perspective.

65,7 %

de la population de Kédougou vit sous le seuil de pauvreté — la région la plus pauvre du pays.

EN HAUT : L'OR INDUSTRIEL

Le premier niveau est légal, encadré, mesurable. Il s'appelle surtout Sabodala. La mine, exploitée par la filiale sénégalaise d'un groupe canadien, revendique six des dix tonnes d'or produites dans le pays en 2024 — près des deux tiers — et environ 120 tonnes depuis son démarrage en 2009.

Son rapport publié cette année avance une contribution de 1 500 milliards de FCFA à l'économie nationale entre 2021 et 2025, 950 milliards d'achats auprès de fournisseurs sénégalais et près de 1 300 emplois directs, dont 95 % de nationaux. Ces chiffres sont déclaratifs, mais ils décrivent une réalité : **l'or industriel paie, il paie beaucoup, et il paie à Dakar.**

Le débat n'est donc pas de savoir si la mine rapporte, mais où atterrit ce qu'elle rapporte — et pourquoi la redistribution vers le territoire producteur reste si peu visible sur le terrain.

EN BAS : L'OR INVISIBLE

Le second niveau est celui que personne ne mesure. Kédougou concentrerait 98 % des sites d'orpaillage recensés au Sénégal, et l'essentiel de cette activité se déroule hors de tout cadre légal : ni traçabilité, ni taxation effective, ni contrôle sanitaire.

Les audits annoncés par le ministère en 2025 ont relevé 228 sites clandestins et 275 titres inactifs, ainsi qu'un catalogue de manquements — titres expirés, octrois par dérogation, redevances impayées. Le manque à gagner annuel pour l'État a été estimé autour de 250 milliards de FCFA.

Ce que l'orpaillage clandestin fait sortir du pays est comparable à ce que l'or industriel y fait entrer.

LE MERCURE, ET LE RESTE

L'orpaillage artisanal ne dispose pas des moyens de l'industrie pour séparer le métal de la roche. Sa technique, c'est le mercure — un produit interdit, extrêmement toxique pour les nappes, les sols et les organismes, et manipulé le plus souvent à mains nues, parfois chauffé à la poêle en plein air.

À quoi s'ajoutent la déforestation, les fosses non rebouchées, et le cortège social documenté des zones d'orpaillage : travail des enfants, prostitution, trafics, bandes armées.

Les autorités ne sont pas inactives : depuis septembre 2024, gendarmerie et unités spécialisées multiplient les opérations, avec près de sept cents interpellations pour la seule semaine du 8 au 13 décembre 2025. Mais la répression seule déplace les sites plus qu'elle ne les supprime, et elle laisse entière la question qui la précède : pourquoi des dizaines de milliers de personnes préfèrent-elles ce métier-là à tous les autres ?

LE MERCURE, EN BREF

Utilisé pour agglomérer les paillettes d'or, il est interdit et hautement toxique. Manipulé à mains nues, puis chauffé à l'air libre pour être séparé du métal, il contamine les sols, la nappe et les organismes. La Convention de Minamata, à laquelle le Sénégal est partie, engage les États à en réduire puis en éliminer l'usage dans l'orpaillage artisanal.

FORMALISER PLUTÔT QUE POURCHASSER

La réponse la plus honnête est qu'à Kédougou, il n'y a souvent pas d'autre métier. Il n'y a presque plus d'agriculteurs : la terre qui nourrissait des générations est trouée de puits. Tant que l'alternative sera absente, aucune opération de sécurisation ne tiendra dans la durée.

C'est le sens du diagnostic posé en janvier dernier par les députés de la commission énergie et ressources minérales, venus sur les sites de Bantaco et de Tomboronkoto : il faut une réforme de fond de l'orpaillage artisanal, une formalisation « respectueuse de la dignité humaine », et une clarification définitive des zones autorisées — les exploitants se plaignant de saisies et de destructions de matériel acquis à crédit, faute de savoir où ils ont le droit de creuser.

CINQ CHANTIERS

1. Des cartes claires et des couloirs d'exploitation légaux.
2. Des comptoirs d'achat agréés qui paient un prix décent.
3. Des alternatives techniques au mercure.
4. Une part des recettes minières visiblement rendue au territoire.
5. Des filières économiques alternatives — sans quoi rien ne tiendra.

Le Sénégal s'apprête à discuter longuement du partage de sa rente pétrolière. Il aurait tort d'oublier que sa première rente extractive, celle qui remplit les caisses depuis quinze ans, laisse encore derrière elle la région la plus pauvre du pays.

L'OR SÉNÉGALAIS EN CHIFFRES

10 t · production nationale d'or en 2024, dont 6 pour la seule mine de Sabodala.
120 t · cumul produit par Sabodala depuis 2009.
147 Mds · versés par les entreprises minières de la région en 2023.
98 % · part des sites d'orpaillage du pays situés dans la région.
228 · sites clandestins relevés lors des audits de 2025.
65,7 % · population régionale sous le seuil de pauvreté.

PETIT LEXIQUE DE L'ORPAILLAGE

Diouras · sites d'orpaillage artisanal.
Amalgamation · procédé consistant à agglomérer l'or au mercure avant chauffage.
Comptoir · structure agréée d'achat et d'exportation de l'or.
Titre inactif · permis attribué mais non exploité — 275 recensés lors des audits.
Convention de Minamata · traité international engageant à réduire puis éliminer l'usage du mercure.

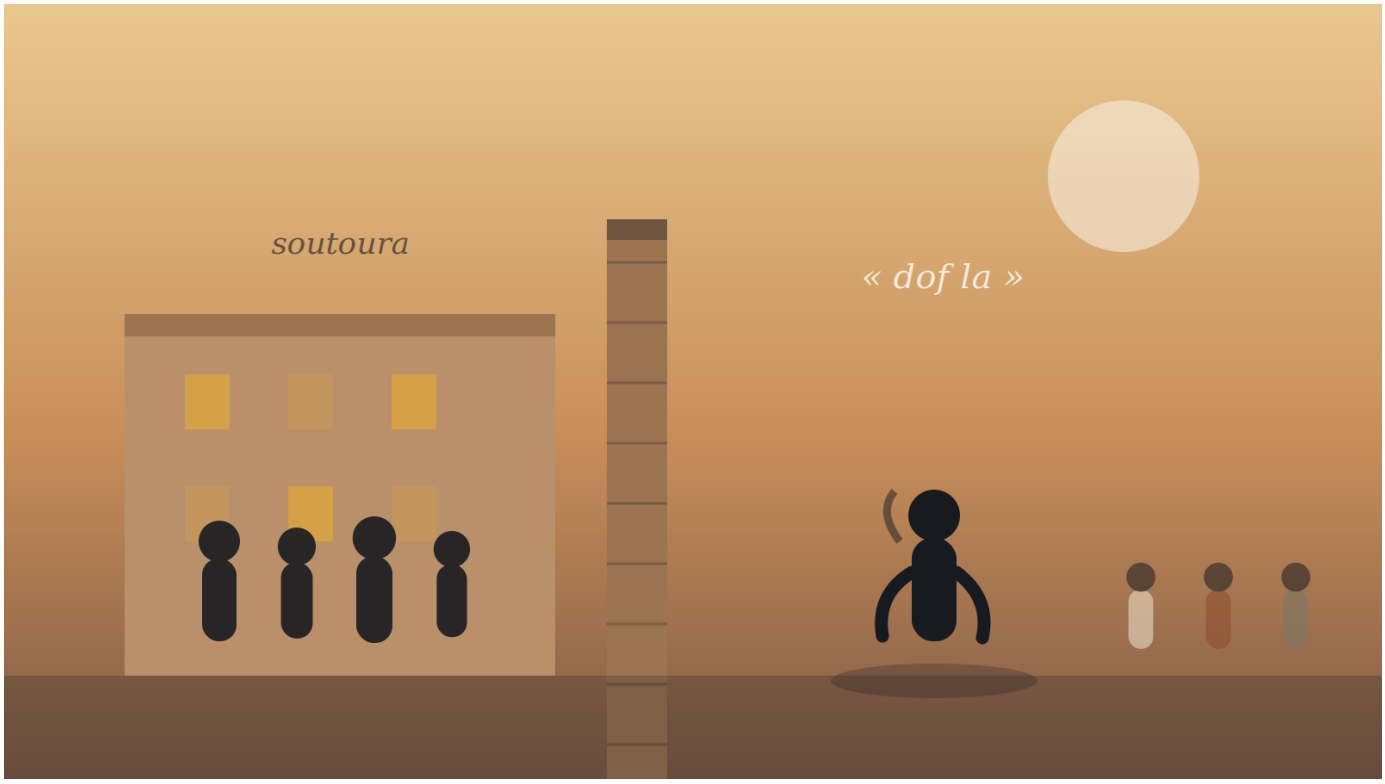
Sources : ANSD · rapports ITIE Sénégal · rapport d'activité de Sabodala Gold Operations (juin 2026, données déclaratives) · audits du ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines (septembre 2025) · enquête CENOZO (2026) · DIRPA · mission parlementaire de janvier 2026.

SOCIÉTÉ · SANTÉ PUBLIQUE

La fabrique des fous

Du déni social aux impératifs de prise en charge : au Sénégal, la santé mentale n'est reconnue qu'à son stade le plus spectaculaire. Entre-temps, le mal se fabrique à la maison — et le pays compte quarante-trois psychiatres.

TRIBUNE · PAR **SADA THIAM**



Dedans, le soutoura qui protège les apparences. Dehors, la sentence populaire. Entre les deux, un mur que personne ne franchit.

En revisitant l'espace « Ndeye Takhawalou » d'Aminata Sophie Dièye, on se rend compte que les mots dépression, déprime, souffrance, spleen, ennui et solitude peuvent paraître moins lugubres. Il suffit qu'ils soient relayés par une plume qui se déploie sans jugement, et accueillis par un public qui lit sans condamner, soucieux avant tout de comprendre.

Pourtant, en dehors de cet espace presque littéraire, le thème de l'anxiété dans le vécu quotidien des Sénégalais est diversement traité, appréhendé et commenté. Ce que la science qualifie de santé mentale, le Sénégalais lambda le perçoit généralement comme la simple manifestation d'un « mauvais caractère ». Une telle conception relègue le diagnostic des symptômes au musée des antiquités et renvoie la recherche de véritables remèdes aux calendes grecques.

LA MURAILLE DU FOU

La santé mentale n'est pourtant en rien étrangère à nos mœurs. Le Sénégalais vit au contraire une habituation forcée avec elle, à travers le phénomène de l'errance psychiatrique qui se déroule quotidiennement sous nos yeux dans la rue.

C'est précisément là que gît l'un des obstacles majeurs à l'identification de la racine du mal : **la santé mentale n'est appréhendée que dans les limites de son expression extrême et spectaculaire.** Cet état où l'individu, dévêtu de tout discernement, investit la voie publique, les habits en lambeaux, le corps négligé, chuchotant seul à lui-même, sous le coup de la sentence populaire qui le qualifie de « fou ».

Aussi longtemps que la santé mentale sera évaluée à l'aune de ses manifestations les plus visibles, ses signes précurseurs seront passés sous silence, mal compris et rejetés. Ce prisme réducteur instaure un paradigme binaire et rigide : au Sénégal, on est soit complètement fou, soit on ne l'est pas du tout.

Habitué à côtoyer depuis toujours des personnes souffrant de déficiences psychiques sans jamais s'interroger sur leur provenance, le citoyen en est venu à normaliser leur détresse.

CE QUE LE SOUTOURA NE PROTÈGE PLUS

Ce regard nourri d'habitude et d'indifférence nous amène à minimiser les facteurs précurseurs au sein même de nos foyers. Nos maisons deviennent alors la véritable *fabrique des fous*, à force de caractériser la santé mentale comme un attribut exclusif des sociétés européennes ou une préoccupation de riche.

Se plaindre de stress ou d'anxiété passe pour un caprice, un comportement à la limite des préoccupations sanitaires légitimes qui méritent de mobiliser l'énergie familiale. Quand la rue minimise le trouble, les familles s'offrent un matelas de complaisance et de temporisation jusqu'à ce que le mal dégénère.

Un autre facteur hante l'inconscient familial : la peur du regard des autres. Le *kersa* — la pudeur — et le *soutoura* — la préservation des apparences — sont alors détournés de leur sens noble pour devenir les

moteurs du reniement d'une maladie qu'on refuse de nommer. Ainsi se développe, de bout en bout, une non-assistance domestique et sociétale.

Faute d'une communication institutionnelle forte qui placerait la santé mentale au cœur de la médecine préventive, les patients nourrissent leur peine dans le silence des chambres, pour ne pas attirer le regard d'une société indifférente mais prompte à verser son jugement comme un venin. Dès lors, lorsque le syndrome exige une attention urgente, le marabout du coin devient le chemin privilégié. On convoquera jinns et rabbs au banc des accusés pour expliquer des troubles que la société sénégalaise n'a pas encore suffisamment documentés sous l'angle de la science.

> ***« Les symboles qui ne sont pas compris deviennent des symptômes. »***
>
> *— CARL GUSTAV JUNG*

MOINS DE QUARANTE PSYCHIATRES

Car pendant que la société se tait, l'offre de soins, elle, ne suit pas. Le Sénégal compte **quarante-trois psychiatres pour dix-huit millions d'habitants**. Rapporté à la population, cela place le pays à environ un spécialiste pour quatre cent mille habitants — quand la norme visée par l'Organisation mondiale de la santé est de un pour dix mille.

43

psychiatres recensés pour 18 millions d'habitants. La norme de l'OMS vise un spécialiste pour dix mille.

La géographie aggrave le compte. Sur les quatorze régions du pays, huit seulement disposent d'un service de psychiatrie, et près de la moitié des structures sont concentrées à Dakar. Le pays ne compte qu'un seul hôpital psychiatrique, et la pédopsychiatrie est presque entièrement absente hors de la capitale. Une famille de Tambacounda ou du Fouta qui cherche un spécialiste doit voyager, payer le transport, l'hébergement, l'attente.

Et les murs eux-mêmes fatiguent. La professeure Aïda Sylla, qui dirige le service de psychiatrie de Fann, décrit des bâtiments dont les installations électriques et hydrauliques sont à reprendre intégralement, où personne ne se sent en sécurité, et confie que l'équipe « bricole » pour ramener les patients à un état acceptable avant leur sortie.

CE QUE L'ÉTAT A COMMENCÉ À DIRE

Le constat n'est plus seulement associatif. En Conseil des ministres, en avril 2025, le Premier ministre s'est alarmé de la prise en charge défaillante des personnes atteintes de troubles mentaux et a appelé à des réformes — parmi lesquelles la révision de la loi n°75-80 du 9 juillet 1975 relative à la maladie mentale, un texte d'un demi-siècle.

À la Journée mondiale de la santé mentale, célébrée le 10 octobre dernier, le secrétaire général du ministère de la Santé, Serigne Mbaye, a énoncé les mêmes défis : la pénurie de spécialistes, la prise en charge des personnes en situation d'errance, et le renforcement de la formation des soignants. Il a rappelé l'existence des Équipes mobiles d'intervention et de soutien psychosocial, créées en 2016 pour apporter une aide rapide aux victimes et à leurs familles — un dispositif utile, mais dont la mission dépasse manifestement les moyens.

CE QUE LE PAYS AVAIT INVENTÉ

Le Sénégal n'a pas découvert la santé mentale hier. L'école de Fann, fondée à la fin des années 1950, a fait de Dakar une capitale mondiale de la discipline. La Société de psychopathologie et d'hygiène mentale y naît en 1965 avec la revue *Psychopathologie africaine* ; l'Association des psychiatres en Afrique en 1970. Le diplôme de spécialité accueille aujourd'hui encore plus d'une quinzaine de nationalités africaines.

Et pourtant, le propre plan stratégique du ministère le reconnaît : la santé mentale « demeure peu exploitée au niveau national, d'où l'absence de données ». Le pays forme des psychiatres pour le continent et n'en garde pas assez pour lui-même.

ALORS, COMMENT SORTIR DE L'ORNIÈRE ?

Pour briser ce cycle d'indifférence et de souffrance contenue, des actions concrètes s'imposent à tous les niveaux de la société.

En milieu scolaire. La plupart des troubles se développant dès l'enfance sans que la famille ne puisse poser un pré-diagnostic, l'État doit équiper les écoles de psychologues cliniciens assurant un suivi permanent des élèves, dépassant le simple rôle de conseiller en orientation.

Interdiction des sévices corporels. Les châtiments physiques doivent être bannis du système éducatif. Comme le rappelait Jung, « la psyché dépend du corps et le corps dépend de la psyché » : interdire les sévices revient à fermer une porte d'entrée aux traumatismes.

Régulation des écrans. Il est impératif de réglementer l'accès aux écrans chez les enfants et de leur substituer des activités didactiques et ludiques favorisant le développement des fonctions cognitives.

Cartographie et ligne d'écoute. Les structures d'aide spécialisées doivent être cartographiées et leur accès largement communiqué sur tout le territoire, avec une ligne nationale permettant à toute personne en détresse de joindre directement un professionnel.

Mobilisation des dahiras et des ASC. Les associations communautaires doivent devenir des cellules d'écoute et de relais de proximité, pour combler ce gouffre silencieux né dans les foyers, trop souvent enfermé dans les cages du fameux *mougn* — l'endurance résignée bien de chez nous.

Lutte contre le cyberharcèlement. La stigmatisation en ligne, le bashing fondé sur le poids, la couleur de peau ou les origines doivent être rigoureusement poursuivis pour protéger la dignité et la santé mentale des citoyens.

OÙ S'ADRESSER

Clinique Moussa Diop, service de psychiatrie du CHNU de Fann (Dakar) · Centre national hospitalier psychiatrique de Thiaroye · centre Dalal Xël de Thiès · services de psychiatrie des hôpitaux régionaux de Ziguinchor, Louga, Tambacounda, Saint-Louis, Kaolack et Thiès. En cas de difficulté, le médecin du poste de santé le plus proche reste la première porte d'entrée vers une orientation spécialisée.

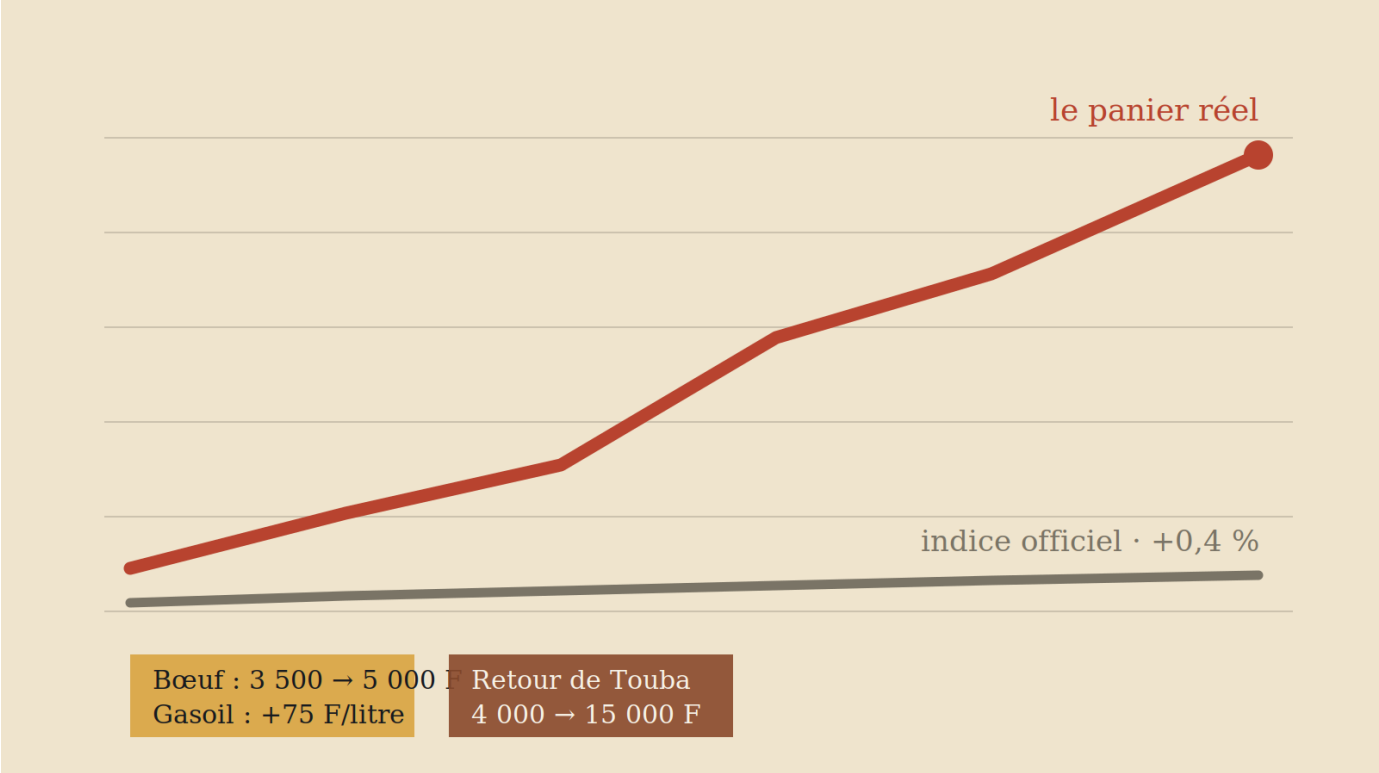
Le mal n'est pas d'abord dans la rue. Il est dans le silence des chambres, dans le mot qu'on ne prononce pas, dans le trouble qu'on appelle mauvais caractère. Tant que nous n'aurons pas de nom pour ce que nous vivons, nous continuerons à fabriquer des fous — et à les regarder passer.

Sources : ministère de la Santé et de l'Action sociale, Plan stratégique Santé mentale 2024-2028 et rapport annuel sur la santé mentale · allocution de Serigne Mbaye, secrétaire général du ministère, Journée mondiale de la santé mentale, 10 octobre 2025 · déclarations de la Pr Aïda Sylla, service de psychiatrie du CHNU de Fann · Conseil des ministres d'avril 2025 · loi n°75-80 du 9 juillet 1975 relative à la maladie mentale · APS, SenePlus, RFI. Le pays comptait quarante-trois psychiatres recensés en 2020, dernier décompte disponible, soit environ un pour quatre cent mille habitants ; la norme visée par l'Organisation mondiale de la santé est de un pour dix mille.

Le panier ne ment pas

Le retour de Touba multiplié par quatre, le kilo de bœuf à 5 000 francs, le litre de gasoil à 755. Et une inflation officielle de 0,4 %. Les quatre chiffres ne se contredisent pas — ils ne parlent pas de la même vie.

BAROMÈTRE · PAR **LA RÉDACTION**



Deux courbes, deux réalités : l'indice national se calme pendant que le panier réel du ménage s'envole.

L'inflation officielle est à 0,4 %. Et pourtant, en trois semaines, le pèlerin a payé son retour trois fois le prix de l'aller, la ménagère a vu le kilo de viande atteindre 5 500 francs, et l'automobiliste a appris le 14 août au soir que la pompe augmentait le lendemain matin.

LE RETOUR DE TOUBA : DE 4 000 À 15 000

Pour le Magal du 2 août, la société nationale de transport affichait 4 000 francs par personne au départ de Dakar. Au retour, dès le lundi matin, les pèlerins massés autour de la grande mosquée racontaient la même scène : cars rapides annoncés à 8 000 francs, voitures particulières à 15 000, sur un axe qui se négocie d'ordinaire entre 3 000 et 6 000.

Même route, même carburant. Seule la situation du voyageur avait changé : à l'aller il choisissait son jour, au retour il devait rentrer — et le chauffeur le savait. C'est ce que l'économie appelle une demande inélastique, et ce que le bon sens appelle : **il faut bien rentrer.**

LA VIANDE : 3 500 HIER, 5 500 AUJOURD'HUI

Le second choc est plus profond, parce qu'il ne dure pas trois jours. Le kilo de viande, qui se vendait entre 3 300 et 3 500 francs en 2024 et 2025, se négocie désormais à **5 500 francs le kilo** sur les marchés de Dakar, le mouton s'alignant sur des niveaux comparables.

Les professionnels de la filière avancent trois causes convergentes : le prix de l'aliment de bétail, l'insuffisance du cheptel national, et les difficultés d'approvisionnement liées à l'insécurité dans certains pays voisins d'où vient une partie du bétail.

Le Magal a servi de révélateur : à Mbacké, à la veille du 2 août, il y avait plus d'acheteurs que de vendeurs, et des familles se sont rabattues sur le mouton faute de bœufs abordables.

Autrement dit, le pays approche d'une limite d'approvisionnement que la succession des grands rendez-vous — Tabaski, Magal, Gamou — met à nu chaque année un peu plus tôt.

LE CARBURANT : LA FIN D'UN AMORTISSEUR

Puis, le 14 août au soir, le communiqué. À compter du lendemain, le supercarburant passe de 920 à 990 francs le litre, le gasoil de 680 à 755.

Le gouvernement présente la mesure comme un simple retour au niveau d'avant la baisse de décembre 2025, et ses arguments méritent d'être entendus : depuis le conflit déclenché au Moyen-Orient fin février, les cours internationaux ont progressé de 61 % pour l'essence et 69 % pour le gasoil, que l'État a absorbés seul, pour plus de 245 milliards de francs de subventions depuis janvier.

990 F
le litre de supercarburant (contre 920 F)

755 F
le litre de gasoil (contre 680 F)

5 500 F
le kilo de viande (contre 3 500 F en 2024)

CE QUI A CHANGÉ LE 15 AOÛT

Supercarburant · 920 → **990 F** le litre (+70 F)
Gasoil · 680 → **755 F** le litre (+75 F)
Gaz domestique · inchangé
Essence des pirogues · inchangée

Sans ajustement, l'État estimait la charge supplémentaire à 47 milliards de francs sur un seul mois, et le coût annuel des subventions à l'énergie à 1 069 milliards, contre 250 milliards inscrits au budget voté.

Sans ajustement, la facture aurait grimpé de 47 milliards supplémentaires sur un seul mois. Le gaz domestique et l'essence des pirogues restent, eux, épargnés.

Reste que pour le Gorgorlou, l'arbitrage budgétaire se traduit en une phrase simple : le gasoil, c'est le transporteur ; le transporteur, c'est le prix du car, du taxi, du sac de riz livré au marché. Une hausse de 75 francs sur le litre ne s'arrête jamais à la pompe.

POURQUOI L'INDICE NE VOIT RIEN DE TOUT CELA

L'indice de l'ANSD est un instrument sérieux, et son 0,4 % est probablement exact. Mais il mesure un panier moyen, sur un mois, à l'échelle du pays — et il manque trois choses que le ménage, lui, encaisse.

Les pics : une flambée de trois jours sur l'axe Dakar-Touba se dissout dans une moyenne nationale. **La pondération** : quand l'alimentation absorbe près de la moitié du budget d'un foyer modeste, le repli du prix d'un billet d'avion ne compense pas le kilo de viande. **Les prix non officiels** : la course négociée à la portière, le supplément du démarcheur, le « prix du jour » — toute cette économie de la parole donnée qui ne laisse aucun ticket, donc aucune statistique.

LE RELEVÉ DU MOIS

Retour de Touba · 4 000 F officiels → 8 000-15 000 F constatés (×2 à ×4 en 72 h).
Kilo de viande · ~3 500 F (2024) → 5 500 F (2026), soit près de +57 % en deux ans.
Litre de gasoil · 680 → 755 F, du jour au lendemain.
Inflation officielle · +0,4 % en glissement annuel.

Ces quatre chiffres ne se contredisent pas ; ils ne décrivent simplement pas la même vie. Le dernier dit ce que le pays paie en moyenne. Les trois premiers disent ce que le Gorgorlou paie quand il n'a pas le choix — et c'est pour ceux-là que ce baromètre existe.

LE PANIER SUIVI · PREMIÈRES ÉVOLUTIONS

1. Recharge Woyofal 10 000 F · tranche 1 ramenée à 82 F/kWh en janvier 2026, contre 91,17 F : environ **122 kWh** obtenus en début de mois, contre 110 au relevé de lancement.

2. Sac de riz brisé 50 kg · stable sur la période, sous prix homologué.

3. Bouteille de gaz butane 6 kg · **inchangée** — explicitement exclue de l'ajustement du 15 août.

4. Loyer médian chambre-salon · Parcelles Assainies, sans évolution notable d'un relevé à l'autre.

5. Transport · ticket TER inchangé ; course clando Médina-Plateau sous tension après la hausse du gasoil.

6. Kilo de yaboye · orienté à la hausse, dans un contexte de raréfaction de la ressource.

Deux postes s'ajoutent au panier à compter de ce numéro : le kilo de viande et le litre de carburant. Relevés la première semaine du mois, toujours aux mêmes points de vente.

RAPPEL · LES TRANCHES WOYOFAL

Tranche 1 · 0 à 150 kWh — 82 F/kWh depuis janvier 2026 (contre 91,17 F auparavant).
Tranche 2 · 151 à 250 kWh — environ 102 F/kWh.
Tranche 3 · au-delà de 250 kWh — environ 124 F/kWh.

La grille redémarre à la tranche 1 chaque mois : une même somme rechargée en début de mois donne davantage de kilowattheures qu'en fin de mois.

POURQUOI « GORGORLOU » ?

En hommage au héros de Fons Mendy : le Sénégalais ordinaire qui se débrouille chaque jour pour faire vivre les siens. C'est son panier — pas celui des statistiques agrégées — que ce baromètre mesure.

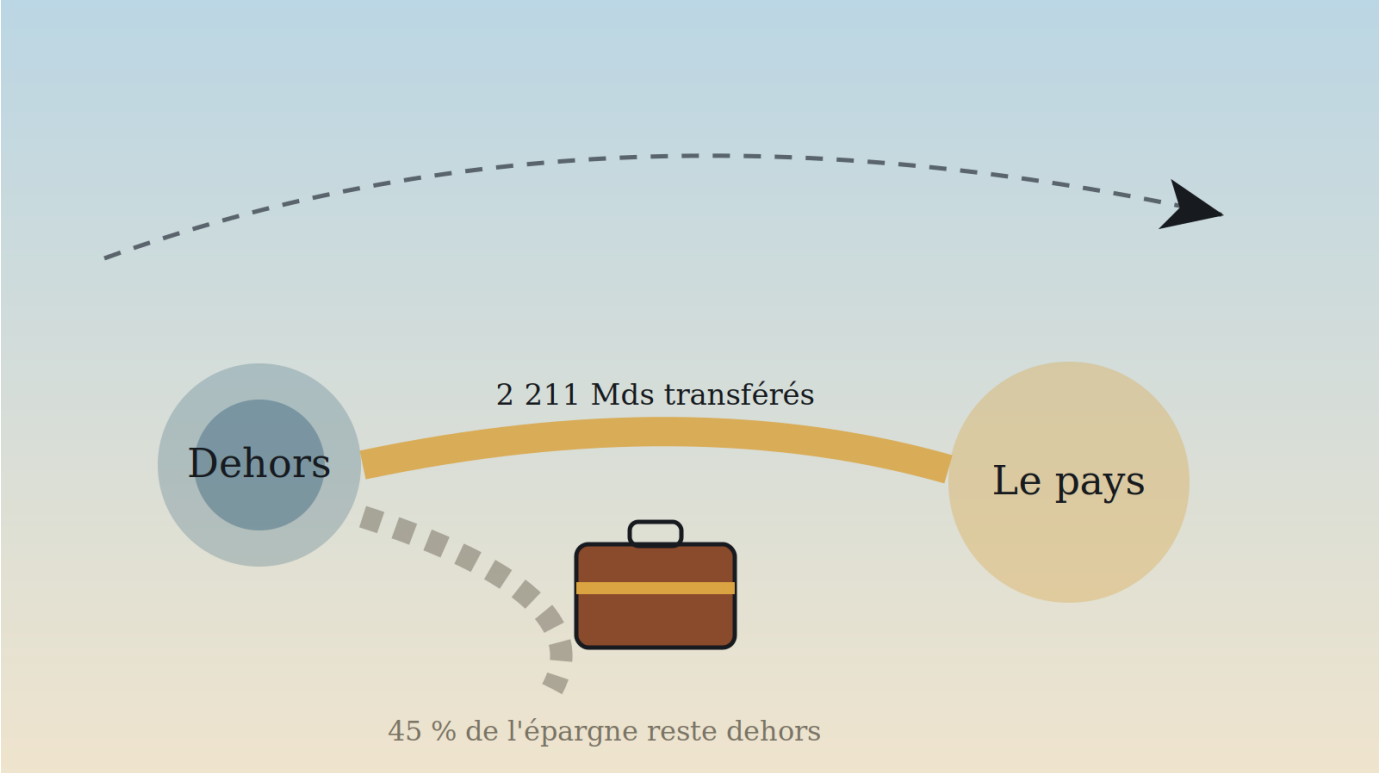
Ce que ce baromètre n'est pas. Il ne remplace pas l'indice officiel des prix de l'ANSD, qui demeure la référence statistique nationale. C'est un panier témoin, restreint et concret, conçu pour être compris en trente secondes et comparé d'un mois à l'autre.

Sources : Dakar Dem Dikk · tarifs de retour relevés à Touba les 3 et 4 août 2026 · relevés de prix de la viande sur les marchés de Dakar et aux abattoirs de la SOGAS, juin-août 2026 · communiqué du gouvernement du 14 août 2026 · ANSD, indice harmonisé des prix à la consommation.

Le billet retour

Elle transfère 2 211 milliards par an et en laisse 1 545 dehors. Entre désenchantement politique et levier touristique : et si la diaspora revenait créer de la valeur plutôt que chercher une place ?

TRIBUNE · PAR **SERIGNE FALL**



Deux flux, un seul mesuré : ce qui rentre au pays, et ce qui reste dans les banques des pays d'accueil.

Au Sénégal, chaque alternance politique engrange son lot d'expatriés qui reviennent, le cœur en joie, pour accompagner le vent du changement. L'opération de retour se fait par dizaines, parfois par centaines, diplôme en poche ou solide expérience professionnelle en bandoulière, à l'image des potaches le premier jour de la rentrée.

LE CHAPITRE PRÉFÉRÉ DE LA POLITIQUE SÉNÉGALAISE

Pourtant, de Diouf à Wade, de Macky Sall à Diomaye Faye, rares sont les alternances qui auront véritablement transformé cet élan en réussite collective. Après quelques semaines, quelques mois, parfois quelques années, s'ouvre presque invariablement le chapitre du désenchantement — celui où les attentes se heurtent à la réalité, où les promesses d'ouverture cèdent la place aux logiques de réseaux, d'appartenance et de proximité.

Le retour se fait alors en ordre dispersé, dans la plus grande discrétion, sans tambours ni trompettes. Les moins chanceux racontent leur expérience sur les réseaux sociaux ; les autres repartent en silence, convaincus que le pays qu'ils rêvaient de servir n'était pas prêt à les accueillir.

QUAND LE BILLET RETOUR PASSE PAR LA POLITIQUE

Aussi longtemps que la chanson de Youssou Ndour continuera de faire vibrer les cœurs, la diaspora cherchera toujours un billet de retour vers le pays. Mais pour beaucoup, ce billet ne se limite plus au voyage : il passe désormais par un investissement politique, perçu comme le moyen de trouver sa place dans un environnement souvent présenté comme dominé par le « link ».

Les responsables politiques l'ont bien compris. Lors de la dernière présidentielle, une vidéo devenue virale montrait un candidat promettant des maisons à ses militants établis à l'étranger en cas de victoire. Avec les coordinations de partis hors du territoire et la création des députés de la diaspora, jamais le lien entre politique et diaspora n'a été aussi fortement institutionnalisé.

L'OR FINANCIER — ET CE QUI RESTE DEHORS

Le poids économique, lui, n'est plus discutable. Les transferts des Sénégalais de l'extérieur ont atteint 2 211 milliards de FCFA en 2024, soit environ 12 % du produit intérieur brut : davantage que l'aide publique au développement.

L'État en a tiré les conséquences en instituant une Journée nationale de la diaspora, célébrée pour la première fois en décembre 2025, et en ouvrant ses emprunts aux Sénégalais de l'extérieur — un « diaspora bond » dont la dernière opération d'appel public à l'épargne a été présentée comme un succès, dans un contexte de dette publique proche de 119 % du PIB.

1 545 Mds

FCFA d'épargne restés dans les pays d'accueil en 2024 — près de 45 % du total. La moitié du trésor ne rentre pas.

Ce n'est pas un défaut de patriotisme : c'est un problème de garanties, de véhicules d'investissement et de confiance. Beaucoup préfèrent alors l'immobilier ou l'agricole, malgré des garanties parfois insuffisantes et un environnement encore incertain.

TÉMOIGNAGE · UNE INFIRMIÈRE SÉNÉGALAISE ÉTABLIE EN ITALIE

« J'envoie tous les mois, et je continuerai. Mais quand j'ai voulu placer une épargne au pays, on m'a demandé de venir signer sur place, puis de revenir, puis de trouver quelqu'un de confiance pour suivre le dossier. J'ai des congés, pas une seconde vie.

Alors l'argent dort ici. Ce n'est pas que je n'ai pas confiance dans le Sénégal — c'est que je n'ai pas de guichet. Donnez-nous un produit clair, avec des garanties écrites, et vous verrez ce qui rentre. »

ET SI LE RÔLE STRATÉGIQUE ÉTAIT AILLEURS ?

Pourquoi ne pas en faire le premier relais d'une grande politique de promotion touristique, à l'image de ce que le Rwanda a su développer avec la sienne ? À travers son carnet d'adresses, sa connaissance des marchés internationaux et sa capacité d'influence, elle pourrait attirer des visiteurs, orienter des investisseurs, accompagner des projets et contribuer à bâtir une offre adaptée à tous les budgets.

Le terrain est prêt : le Sénégal a accueilli près de 2,26 millions de visiteurs en 2024, pour un secteur qui pèse environ 7 % du PIB et dont les recettes ont progressé de plus de 86 % depuis 2019. Le référentiel Vision 2050 vise désormais 500 000 emplois liés au tourisme et une part de 10 % du PIB.

Près des trois quarts des visiteurs viennent d'Afrique, et non d'Europe. La destination Sénégal se vend déjà mieux à ses voisins qu'à ses anciens marchés.

QU'EST-CE QU'UN DIASPORA BOND ?

Un emprunt d'État ouvert en priorité aux ressortissants établis à l'étranger, souvent assorti de conditions d'accès simplifiées et d'une rémunération dédiée. L'objectif est de capter une épargne qui, autrement, reste placée dans le pays d'accueil. Plusieurs États l'ont utilisé pour financer des infrastructures ; le Sénégal a ouvert ses opérations d'appel public à l'épargne aux Sénégalais de l'extérieur.

UNE DIASPORA AMBASSADRICE

Les pôles existent et se complètent : Dakar pour l'affaires, le culturel et l'urbain ; la Petite Côte pour le balnéaire ; le Sine-Saloum pour l'écotourisme et le communautaire ; la Casamance pour le patrimoine naturel et culturel ; Saint-Louis pour l'histoire et l'architecture ; Gorée pour la mémoire.

S'y ajoute un actif que le pays sous-exploite : le tourisme religieux, dont le Magal de Touba est la vitrine mondiale, porté précisément par des communautés implantées de New York à Milan.

Une diaspora estimée, selon les méthodes de comptage, de plusieurs centaines de milliers à plusieurs millions de personnes, c'est autant d'agences de voyage informelles, de guides potentiels et de prescripteurs crédibles — à condition que l'État leur donne des outils plutôt que des promesses.

Peut-être est-ce là le véritable billet retour : non plus celui d'une diaspora qui revient chercher une place, mais celui d'une diaspora qui revient créer de la valeur.

LES TRANSFERTS EN CHIFFRES

2 211 Mds · transférés en 2024, environ 12 % du PIB.

1 545 Mds · épargne demeurée dans les pays d'accueil.

France, Italie, Espagne · principaux corridors d'envoi.

17 décembre 2025 · première Journée nationale de la diaspora.

Sources : BCEAO (transferts 2024) · cabinet A&A Strategy (2026) sur l'épargne non transférée · ministère des Finances et du Budget (diaspora bond, Journée nationale de la diaspora du 17 décembre 2025) · ministère du Tourisme et de l'Artisanat · référentiel Vision 2050. Les effectifs de la diaspora s'établissent à environ 700 000 personnes recensées consulairement ; les estimations élargies, incluant les descendants et les non-inscrits, dépassent le million. Propos recueillis auprès d'une ressortissante établie en Italie.

Une si longue postérité

Quarante-cinq ans après sa mort, Mariama Bâ remplit encore les salles de cinéma de Dakar — et devance Hollywood. Relecture d'un livre qu'on aurait tort de réduire à un pamphlet.

DÉCOUVERTE · PAR **LA RÉDACTION**

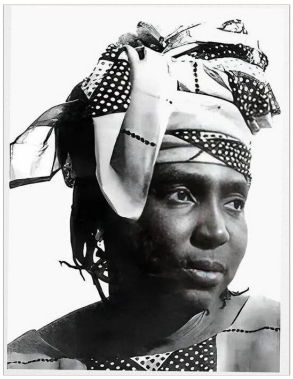


Vingt-huit lettres adressées à une amie pendant la réclusion du veuvage : la forme la plus intime pour le sujet le plus politique.

Elle est morte un 17 août, il y a exactement quarante-cinq ans. Elle avait cinquante-deux ans et n'avait publié qu'un seul livre de son vivant. L'été dernier, ce livre remplissait les salles de cinéma de Dakar et devançait Hollywood. Il y a des postérités plus modestes.

DEUX ROMANS, ET C'EST TOUT

Mariama Bâ n'aura écrit que deux romans. Le premier, « Une si longue lettre », paraît en 1979 : vingt-huit lettres que Ramatoulaye Fall adresse à son amie Aïssatou pendant la réclusion traditionnelle qui suit son veuvage. Elle y raconte son mariage, ses douze enfants, l'irruption d'une seconde épouse ayant l'âge de sa fille, et ce que tout cela fait à une femme instruite qui croyait aux promesses des Indépendances.



Mariama Bâ (1929-1981). Deux romans, dont un seul publié de son vivant — et une œuvre traduite dans une vingtaine de langues.

Le succès est immédiat : le livre reçoit en 1980 le premier prix Noma de publication en Afrique, à la Foire du livre de Francfort — une distinction alors inédite. L'autrice n'aura pas le temps d'en mesurer la portée. Elle meurt à Dakar le 17 août 1981. Son second roman, « Un chant écarlate », qui explore les incompréhensions d'un couple mixte, paraîtra quelques mois plus tard, à titre posthume.

CE QUE LE LIVRE DIT VRAIMENT

On range souvent « Une si longue lettre » au rayon des textes contre la polygamie. C'est vrai, et c'est réducteur. Le roman est d'abord une réflexion sur ce que devient une génération : celle des femmes qui furent parmi les premières scolarisées, qui ont cru que l'école et l'indépendance allaient tout changer, et qui découvrent à quarante ans que la coutume, elle, n'a pas bougé d'un pouce.

Bâ y parle aussi bien de l'amitié entre femmes — Ramatoulaye n'écrit pas à un homme, elle écrit à Aïssatou — que de

l'absence de droits, de la place des femmes en politique, de l'éducation des filles, du deuil et de la dignité.

Et surtout, elle refuse la caricature : Ramatoulaye reste, quand son amie part ; ni l'une ni l'autre n'a tort. C'est peut-être ce refus du pamphlet qui fait tenir le livre quarante-cinq ans plus tard.

L'ÉTÉ OÙ RAMATOULAYE A BATTU SUPERMAN

La preuve est arrivée par une voie inattendue. En juillet 2025 sortait à Dakar l'adaptation cinématographique du roman, réalisée par Angèle Diabang après douze années de travail. Sans effets spéciaux ni vedettes internationales, le film est resté en tête du box-office dakarois pendant deux mois, devant « Jurassic World », « F1 » et « Superman », avant d'être projeté dans seize salles d'Afrique francophone et de faire salle comble en Côte d'Ivoire et en Guinée.

5

salles de cinéma programment les nouveautés au Sénégal, toutes à Dakar. Le chiffre du box-office a valeur de symbole, pas de recette.

La réalisatrice l'a formulé simplement : un film au contenu entièrement sénégalais peut rivaliser avec des productions à plusieurs millions de dollars. Le public, lui, transférait sur l'écran un attachement ancien — le roman est au programme du collège et de l'université, et rares sont les Sénégalais qui n'ont pas croisé Ramatoulaye à seize ans.

LE PRIX NOMA

Créé en 1979 et décerné pour la première fois en 1980, le prix Noma de publication en Afrique récompensait un ouvrage publié sur le continent par un éditeur africain. « Une si longue lettre » en fut le tout premier lauréat — une consécration internationale obtenue par un livre édité à Dakar.

POURQUOI IL N'A PAS VIEILLI

Reste la question qui dérange. Si le texte parle encore, est-ce parce qu'il est beau, ou parce que rien n'a changé ? Les deux, sans doute. La polygamie demeure une pratique courante et un sujet politique — le président de la République et le Premier ministre comptent chacun deux épouses, ce que la sortie du film a remis en circulation dans le débat public.

Les questions soulevées en 1979 — le statut de la veuve, l'héritage, le mariage des très jeunes filles, la charge domestique, la place des femmes dans les instances de décision — n'ont pas toutes trouvé de réponse. Une écrivaine le disait joliment cette semaine : à lire « Une si longue lettre » aujourd'hui, on croirait qu'elle l'a écrit sur le Sénégal de 2026. C'est un compliment à l'autrice et un constat sévère pour le pays.

REPÈRES

1929 · Naissance à Dakar. **1979** · « Une si longue lettre », Nouvelles Éditions Africaines.
1980 · Premier prix Noma de publication en Afrique (Francfort).
17 août 1981 · Mort à Dakar, à 52 ans. **1981** · « Un chant écarlate », posthume.
4 juillet 2025 · Sortie du film d'Angèle Diabang au Pathé de Dakar.

L'HÉRITAGE ET LE SILENCE

Il y a pourtant une chose que Mariama Bâ n'a pas obtenue : une descendance littéraire aussi visible qu'elle. Les autrices sénégalaises publient, mais l'accès à l'édition, à la distribution et à la traduction reste étroit, et l'on cite encore aujourd'hui son nom comme celui d'une exception plutôt que d'une fondatrice suivie.

Célébrer un anniversaire ne coûte rien ; entretenir un héritage suppose des éditeurs, des bibliothèques scolaires garnies, des prix littéraires dotés, des traductions en wolof et en pulaar. Quarante-cinq ans après sa mort, **le meilleur hommage à rendre à Mariama Bâ n'est pas de relire sa lettre. C'est de faire en sorte que d'autres femmes puissent en écrire, et être lues.**

ŒUVRES & DISTINCTIONS

1979 · « Une si longue lettre », Nouvelles Éditions Africaines, Dakar.

1980 · Premier prix Noma de publication en Afrique, Foire du livre de Francfort.

1981 · « Un chant écarlate », publié à titre posthume.

2025 · Adaptation cinématographique par Angèle Diabang, après douze ans de travail.

Le roman est inscrit au programme du collège et de l'université au Sénégal, et traduit dans une vingtaine de langues.

LE PRIX NOMA

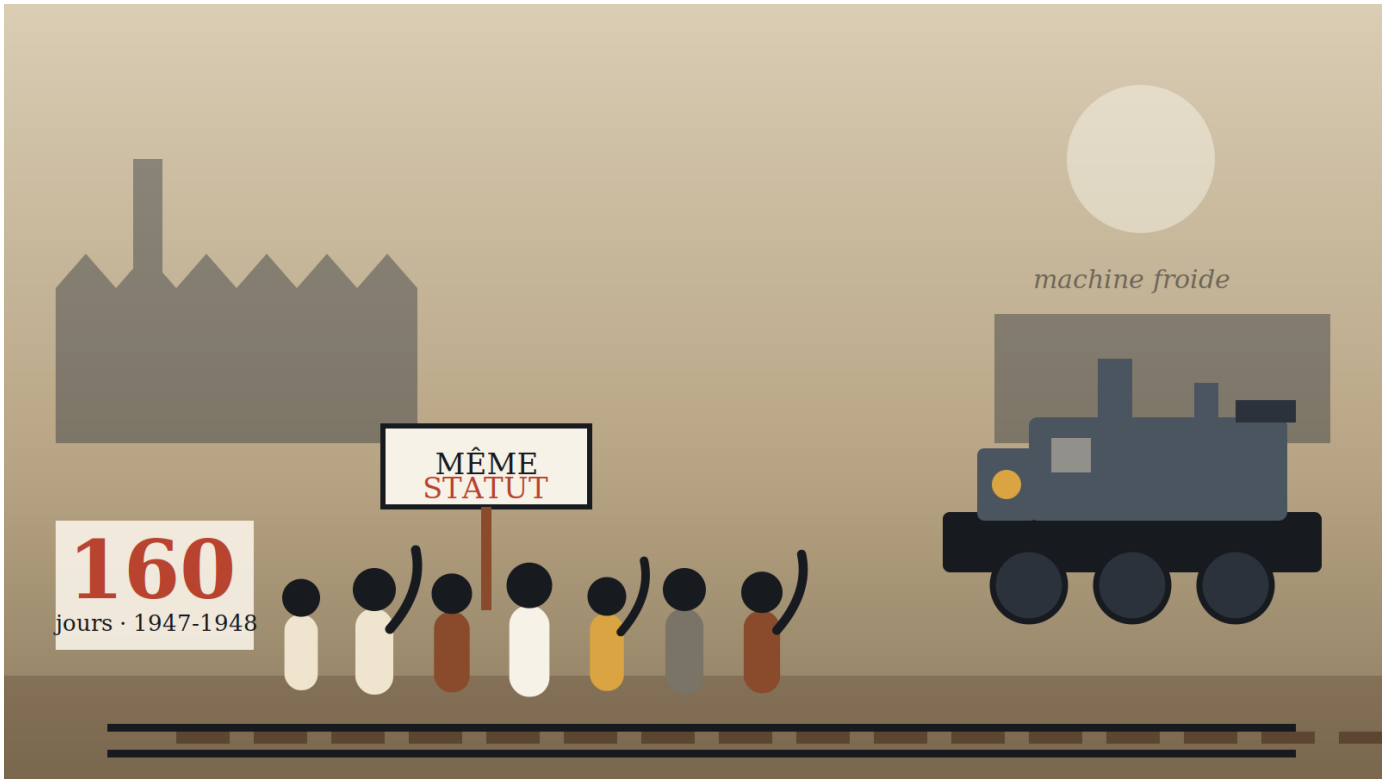
Créé en 1979 et décerné pour la première fois en 1980, il récompensait un ouvrage publié sur le continent par un éditeur africain. « Une si longue lettre » en fut le tout premier lauréat — une consécration internationale obtenue par un livre édité à Dakar, et non dans une capitale européenne.

Sources : « Une si longue lettre », Nouvelles Éditions Africaines, 1979 · dossiers de presse et entretiens autour du film d'Angèle Diabang (2025-2026) · presse nationale, août 2026.

Cent soixante jours, cheminots !

En 1947, les cheminots du Dakar-Niger ont arrêté les trains pendant cinq mois — et l'ont emporté sur l'administration coloniale. Douze ans avant l'indépendance, une répétition en grandeur nature.

MÉMOIRE · PAR **OUSSEYNOU OULIMATA GUÈYE**



1 500 kilomètres immobilisés, 15 000 grévistes, cinq mois sans salaire : la première victoire syndicale africaine en Afrique francophone.

Il n'y a plus de trains sur la ligne. Les rails sont là, la gare de Thiès est là, les ateliers sont là. Mais entre Dakar et Bamako, plus rien ne roule depuis 2018. C'est peut-être le bon moment pour rappeler ce qui s'est passé sur cette même voie il y a bientôt quatre-vingts ans.

POURQUOI ILS SE SONT ARRÊTÉS

Le 10 octobre 1947, les cheminots du Dakar-Niger cessent le travail. Ils ne demandent pas la lune : ils demandent d'être traités comme leurs collègues. Sur le réseau, deux statuts coexistent — celui des agents européens, avec salaires, allocations familiales, congés et retraite, et celui des agents africains, qui font le même travail sans les mêmes droits.

La revendication est donc d'une simplicité redoutable : le même cadre pour tous, et le droit de se constituer en syndicat. Formulée en 1947, dans une Afrique-Occidentale française qui vient de contribuer à la libération de la métropole, elle est explosive — car derrière la question salariale se profile une question politique que personne n'ose encore nommer.

CINQ MOIS, 1 500 KILOMÈTRES

Le mouvement va durer cent soixante jours et paralyser plus de 1 500 kilomètres de voies. Il mobilise plus de quinze mille des vingt mille cheminots du réseau, avec trois foyers principaux : Dakar, Thiès et Bamako.

La Régie tente de maintenir un service minimum — sur le tronçon Dakar-Bamako, un train hebdomadaire pour le courrier, un autre pour le ravitaillement de la capitale.

160

jours de grève, du 10 octobre 1947 au 19 mars 1948. Cinq mois sans salaire.

Cinq mois sans salaire, c'est une épreuve que peu de mouvements sociaux ont tenue. Elle n'a été possible que grâce à une économie de survie organisée dans les concessions : c'est là qu'interviennent les femmes, qui nourrissent les familles, vendent ce qu'elles peuvent, tiennent les maisons et finissent par marcher elles-mêmes. Sembène en fera plus tard le véritable ressort de son roman ; les historiens lui ont donné raison.

LA VICTOIRE, ET CE QU'ELLE A OUVERT

Fin février 1948, un nouveau haut-commissaire réunit les parties. Le 19 mars, l'accord donne satisfaction à l'essentiel des revendications. **Pour la première fois dans l'histoire syndicale de l'Afrique francophone, des salariés africains l'emportent frontalement sur l'administration coloniale.**

Il faut mesurer ce que cela signifiait : douze ans avant les indépendances, une organisation entièrement africaine avait démontré qu'elle pouvait tenir, négocier et gagner. Les cadres syndicaux formés dans cette grève se retrouveront ensuite dans les partis, les assemblées et les gouvernements de la décennie suivante.

L'indépendance n'est pas tombée du ciel en 1960. Elle a été répétée, en grandeur nature, sur une voie ferrée.

LE ROMAN QUI A FAIT LA MÉMOIRE

Si nous connaissons cette grève, c'est largement grâce à un livre. « Les Bouts de bois de Dieu », publié par Ousmane Sembène en 1960, en fait une épopée à trois villes et à cent personnages, dédiée à ses « frères de syndicats » et à leurs compagnes. Le titre lui-même est un rappel : dans la langue, on ne compte pas les êtres humains, on compte des bouts de bois.

Cette réussite littéraire a pourtant un effet de bord que les historiens relèvent : une grève générale survenue en 1946, retrouvée dans les archives coloniales par le chercheur Frederick Cooper, a été presque effacée de la mémoire collective par le retentissement de celle de 1947. La mémoire n'est jamais neutre : elle retient ce qui a été raconté.

CE QU'ILS DEMANDAIENT

Alignement des salaires et conditions sur ceux des agents européens · allocations familiales · congés annuels · retraites · reconnaissance d'un syndicat propre. L'accord du 19 mars 1948 leur donnera satisfaction sur l'essentiel.

ET AUJOURD'HUI ?

Le contraste est rude. La ligne qui fut le théâtre de cette victoire est à l'arrêt depuis mai 2018 — les cheminots étaient alors, une fois de plus, en grève pour des arriérés de salaires. La voie Dakar–Saint-Louis, inaugurée en 1885 et première d'Afrique occidentale française, est abandonnée depuis plus longtemps encore.

Les annonces de relance, elles, se succèdent depuis quinze ans. Le gouvernement a fait de la ligne Dakar–Tambacounda une priorité affichée, avec des travaux préparatoires engagés, un passage à l'écartement standard et un programme national de 2 000 kilomètres ; en février dernier, le président a demandé d'accélérer. Nous verrons.

Mais il y a une leçon de 1947 qui vaut pour 2026, et elle n'est pas syndicale : un chemin de fer n'est pas seulement une infrastructure de transport. C'est ce qui a fait vivre Thiès, relié le Baol au port, structuré des métiers et une conscience collective. Le laisser rouiller n'a jamais été une économie ; c'est un désinvestissement dont on paie le prix ailleurs — sur les routes, dans les gares routières bondées et dans les régions que plus rien ne dessert.

LE LIVRE QUI A FAIT LA MÉMOIRE

« Les Bouts de bois de Dieu » — Ousmane Sembène, 1960. Une épopée à trois villes — Dakar, Thiès, Bamako — et à une centaine de personnages, dédiée par l'auteur à ses « frères de syndicats » et à leurs compagnes. Le titre rappelle un usage de la langue : on ne compte pas les êtres humains, on compte des bouts de bois. Le roman a imposé la marche des femmes comme le véritable ressort du mouvement — ce que les historiens ont ensuite confirmé.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

1885 · Inauguration de la ligne Dakar–Saint-Louis, première d'Afrique occidentale française.

1946 · Une grève générale, retrouvée plus tard dans les archives coloniales, précède le mouvement.

10 octobre 1947 · Début de la grève du Dakar-Niger.

19 mars 1948 · Accord : l'essentiel des revendications est satisfait.

1960 · Parution des « Bouts de bois de Dieu » ; année des indépendances.

Mai 2018 · Arrêt du trafic Dakar–Bamako, sur fond d'arriérés de salaires.

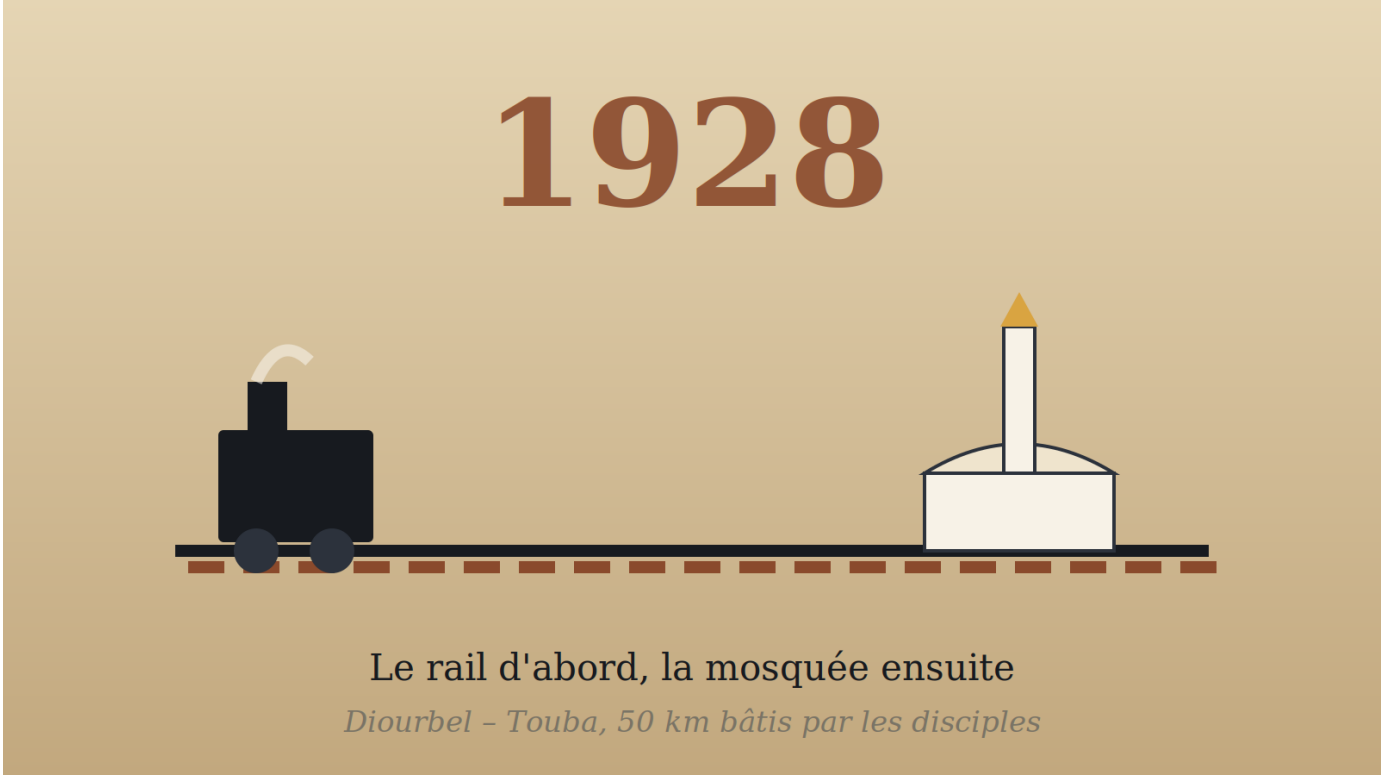
Février 2026 · Le chef de l'État demande d'accélérer le chantier Dakar–Tambacounda.

Sources : Ousmane Sembène, « Les Bouts de bois de Dieu », 1960 · travaux de Frederick Cooper sur les archives coloniales et la grève générale de 1946 · James A. Jones sur la grève de 1947-1948 · Conseil des ministres du 4 février 2026 · SN-CFS.

Aux origines du Grand Magal, ou le rail avant la mosquée

Le Magal du 18 Safar fut institué par Cheikh Ahmadou Bamba lui-même en 1921. Sa forme actuelle — le rassemblement unifié à Touba — procède d'un ndigël bien postérieur. Retour sur une histoire que l'on confond souvent.

RÉTROVISEUR · PAR **MAMADOU NDIAYE**



Diourbel–Touba, une cinquantaine de kilomètres bâtis par les disciples : sans ce rail, la Grande Mosquée n'aurait pu être élevée.

Nous venons d'en vivre un. Des millions de personnes, une ville qui triple, une économie entière qui se met en mouvement. On dit volontiers que « tout a commencé en 1928 ». C'est inexact, et la confusion mérite d'être levée : il n'y a pas un Magal, mais plusieurs, et le Grand Magal de Touba tel que nous le connaissons est le plus récent des trois.

1921 : L'INSTITUTION PAR LE FONDATEUR

Le Magal du 18 Safar n'a pas été institué après la disparition du Cheikh : il l'a été de son vivant, en 1921, alors qu'il se trouvait en résidence surveillée à Diourbel. Cheikh Ahmadou Bamba en fixe lui-même le sens dans un appel devenu la référence de la célébration : il invite quiconque se réjouit de son bonheur à s'unir à lui dans la reconnaissance à Dieu, chaque fois que reviendra l'anniversaire de son départ en exil.

Le Magal est donc une action de grâce, voulue et datée par le fondateur lui-même — non une commémoration funèbre instituée par ses successeurs. C'est ce qui explique sa tonalité : on n'y pleure pas, on y remercie.

> *« J'invite toute personne que mon bonheur personnel réjouirait à s'unir à moi dans la reconnaissance à Dieu, chaque fois que l'anniversaire de mon départ en exil le trouve sur terre. »*

DEUX CÉLÉBRATIONS À NE PAS CONFONDRE

Après le rappel à Dieu du Cheikh, le 19 juillet 1927, s'ouvre une période où coexistent deux célébrations distinctes, et c'est ici que naît la confusion la plus répandue.

D'une part, le **Magal commémorant le rappel à Dieu du Guide**, célébré sous le khalifat de **Serigne Mouhamadou Moustapha Mbacké**, premier khalife général des mourides. D'autre part, le **Magal du 18 Safar**, celui de l'exil, que le premier khalife perpétue fidèlement — mais à Touba comme dans les autres foyers du mouridisme, chaque disciple le célébrant là où il se trouve.

TROIS CÉLÉBRATIONS, TROIS OBJETS

Le Magal du 18 Safar · institué en 1921 par Cheikh Ahmadou Bamba, il commémore son départ en exil vers le Gabon en 1895 et se veut une action de grâce.

Le Magal du rappel à Dieu du Guide · célébré sous le khalifat de Serigne Mouhamadou Moustapha Mbacké, il honore la mémoire du fondateur, disparu en 1927. C'est une célébration distincte du 18 Safar.

Le Grand Magal de Touba · c'est le 18 Safar unifié en un seul lieu, sous le ndigël de Serigne Fallou Mbacké, deuxième khalife général. Le rassemblement de Touba, tel que nous le connaissons, procède de cette décision.

LE NDIGËL QUI A TOUT CHANGÉ

La forme actuelle du Grand Magal date de la fin des années quarante. Devenu deuxième khalife général en 1945, **Serigne Fallou Mbacké** décide d'unifier la célébration : par ndigël, il demande aux talibés de se rendre à Touba pour célébrer ensemble le 18 Safar, au lieu de le faire chacun dans son foyer.

Les sources situent ce tournant entre 1946 et 1948 selon les traditions rapportées. La portée, elle, ne fait pas débat : la décision transforme une dévotion dispersée en un rassemblement unique. Elle poursuivait des objectifs spirituels, mais aussi sociaux — resserrer la cohésion de la communauté — et économiques, les ruraux venus avec leur production trouvant sur place les acheteurs citadins.

C'est de ce ndigël que descend directement le rassemblement de six millions de personnes que le pays a connu ce mois d'août.

LE RAIL AVANT LA MOSQUÉE

Reste que pour rassembler des foules à Touba, encore fallait-il pouvoir y arriver. C'est l'autre grand chantier du premier khalifat. En 1928, un fils endeuillé obtient du conseil privé colonial l'enregistrement d'un bail de 400 hectares sur lequel doit s'élever la Grande Mosquée : Serigne Mouhamadou Moustapha Mbacké porte alors, un an après le rappel à Dieu de son père, la mission que celui-ci lui a laissée.

Mais l'administration pose une condition préalable : construire d'abord le chemin de fer. Des milliers de disciples s'y consacrent, et une cinquantaine de kilomètres de voie relient bientôt Diourbel à Touba. **Le premier grand mouvement de masse mouride ne fut pas un pèlerinage, mais un chantier.**

C'est aussi la naissance de ce que l'on appellera plus tard le modèle toubien : l'infrastructure financée et bâtie par les fidèles eux-mêmes, qui finance aujourd'hui encore, à travers Touba Ca Kanam, l'assainissement et la voirie de la ville.

UNE MOSQUÉE, DEUX KHALIFATS

La première pierre de la Grande Mosquée est posée le 4 mars 1932. Le chantier connaîtra des difficultés — un différend porté devant le tribunal de Dakar avec l'administrateur qui en avait la charge — puis l'interruption des travaux à l'entrée en guerre de 1939.

Il reviendra à Serigne Fallou Mbacké de les mener à leur terme. Le deuxième khalife procède à l'inauguration de l'édifice le 7 juin 1963 et y dirige la première prière. Entre-temps, Serigne Mouhamadou Moustapha Mbacké aura doté Touba de son premier forage, à Ndame, et affermi chez les mourides cette valorisation du travail qui fera du Baol le premier bassin arachidier du pays.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

1895 · Départ en exil vers le Gabon, un 18 Safar.

1921 · Institution du Magal du 18 Safar par Cheikh Ahmadou Bamba lui-même.

19 juillet 1927 · Rappel à Dieu du fondateur, à Diourbel.

25 juillet 1927 · Installation de Serigne Mouhamadou Moustapha Mbacké, premier khalife général.

1928 · Enregistrement du bail de 400 hectares ; chantier du rail Diourbel–Touba.

4 mars 1932 · Pose de la première pierre de la Grande Mosquée.

1945 · Serigne Fallou Mbacké devient deuxième khalife général.

1946-1948 · Ndigël unifiant la célébration du 18 Safar à Touba : naissance du Grand Magal.

7 juin 1963 · Inauguration de la Grande Mosquée.

DE 1921 À 2026

Un siècle plus tard, le Grand Magal réunit plus de six millions de personnes, mobilise quinze mille agents de l'État, les transporteurs, les éleveurs et les opérateurs de mobile money, et rayonne jusqu'à New York et Milan.

Ce qui frappe, en remontant à l'origine, c'est la continuité du mécanisme plus que son ampleur : ce sont toujours les fidèles qui financent, qui hébergent, qui nourrissent, et l'État qui accompagne. Le Magal n'a pas été décrété par une administration ; il a été institué par le fondateur, unifié par l'autorité khalifale, et porté année après année par une communauté qui n'attendait rien de personne.

LA LEÇON DES ORIGINES

Avant d'être une foule, le Magal fut une parole du fondateur. Avant d'être une économie, il fut un chantier collectif. Et avant d'être le plus grand rassemblement d'Afrique de l'Ouest, il fut une dévotion que chaque disciple accomplissait là où il se trouvait. Trois étapes qui devraient rendre modeste quiconque prétendrait aujourd'hui le réformer d'en haut.

Sources : hagiographie mouride et chronologies du khalifat général · APS · SenePlus · Le Soleil · notices biographiques des premier et deuxième khalifes généraux. Les traditions rapportées situent le ndigël d'unification du Grand Magal à Touba entre 1946 et 1948 ; la rédaction retient cette fourchette plutôt qu'une date unique. L'institution du Magal du 18 Safar par Cheikh Ahmadou Bamba lui-même est datée de 1921.

Xibaar yi, ci làkku réew mi

Les enquêtes du numéro, résumées en wolof — parce qu'une revue qui célèbre Boubacar Boris Diop se doit d'écrire aussi dans la langue de Kocc Barma. Chaque résumé est suivi de sa version française.

CI GÀTTAL · PAR **LA RÉDACTION**

MAGAL BI — XAALIS BI MU DI INDI

Wolof : Magal bi ci Tuubaa dafay indi ay milyaar ci ñetti fan. Ñu ngi wax ci 250 milyaar. Waaye nguur gi du ko woññ, du ko xool. Bu ko woññoon, dina ko man a jariñoo — waaye bu ko jaayul, bu ko weccil ngir xaalis.

Français : Le Magal de Touba génère des milliards en trois jours — on parle de 250 milliards. Mais l'État ne les compte pas, ne les mesure pas. S'il les comptait, il pourrait mieux investir — mais sans jamais vendre ni marchandiser l'événement.

TUUBAA — DËKK BU AMUL KADASTAR

Wolof : Tuubaa am na lu tollu ci benn milyoo ak genn-wàll ci nit. Waaye suuf si, kenn du ko jënd, ñu ngi ko may. Loolu baax na ndax ñépp am nañu fu ñu dëkk. Waaye léegi, ndox mi dafay tiis, te jafe-jafe yi bari nañu.

Français : Touba compte environ un million et demi d'habitants. Mais la terre ne s'achète pas, elle s'attribue. Cela a permis à tous de se loger. Aujourd'hui pourtant, les inondations s'aggravent et les problèmes d'assainissement se multiplient.

PETOROL BI — LU MU INDI CI DËKK BI

Wolof : Sangomar ak GTA dañuy génne lu bare. Waaye xaalis bu dugg ci nguur gi, du bare : 76 milyaar rekk ci atum 2026. Ndaxte kompaañi yi ñoo jëkk a jël seen alal bi ñu jëfandikoowoon.

Français : Sangomar et GTA produisent beaucoup. Mais l'argent qui entre dans les caisses de l'État reste faible : 76 milliards seulement pour 2026. Car les compagnies récupèrent d'abord les coûts qu'elles ont engagés.

GEEJ GI — GUET NDAR

Wolof : Ci Ndar, ñi di nappa dañuy wax ne suuf si dafay tuur, te geej gi dañu koy tëj. Plaatfoorm bi jël na barab yu ñu daan nappe. Ñu ngi laaj ndax kenn dina leen tontu.

Français : À Saint-Louis, les pêcheurs disent que la terre s'effondre et que la mer se referme. La plateforme a pris des zones où ils pêchaient. Ils demandent si quelqu'un leur répondra.

NJËG YI — LU MU YOKK

Wolof : Dugub, yàpp, esaas — lépp dafa yokk. Kilo yàppu nag mi ñëw na ci 5 000 CFA. Gasoil bi yokk na 75 CFA. Waaye ñu ngi wax ne njëg yi yokku nañu lu ëpp 0,4 %. Kan lañuy gëm ?

Français : Le mil, la viande, l'essence — tout a augmenté. Le kilo de bœuf atteint 5 000 CFA. Le gasoil a pris 75 CFA. Et pourtant on dit que les prix n'ont monté que de 0,4 %. Qui faut-il croire ?

> NDIGAL — L'ENGAGEMENT
>
> Cette page grandira à chaque numéro. Objectif : des articles entiers en wolof d'ici au N° 06, relus par des locuteurs et des enseignants de la langue.
>
> *Ku bëgg a jàpp ci liggéey bi, bind ñu !* — Qui veut participer à ce travail, écrivez-nous.

Orthographe conforme au décret n° 2005-992 du 21 octobre 2005 fixant l'orthographe et la séparation des mots en wolof.

BAATU BÉS BI · LE MOT DU JOUR

Magal · célébration, action de grâce.
Berndé · repas offert collectivement.
Soutoura · préservation des apparences, discrétion.
Kersa · pudeur, retenue.
Mougn · endurance, patience résignée.
Gorgorlou · celui qui se débrouille au quotidien.
Ci gàttal · en résumé, en bref.

Espace détente

Mots fléchés, mots mêlés, sudoku, énigmes, anagrammes — pour respirer entre les articles.

JEUX · PAR **LA RÉDACTION**

N° 01 · JEU

Mots fléchés

Difficulté ★★ — 18 définitions · solutions en fin de cahier

LANGUE NATIONALE → ·····
HOSPITALITÉ (wolof) → ·····
CITÉ DU MOURIDISME → ·····
PREMIER BARIL SÉNÉGALAIS → ·····
MÉTAL DE KÉDOUGOU → ··
ARBRE SACRÉ → ·····
VILLE DU RAIL → ·····
ÎLE DE LA MÉMOIRE → ·····
ACTE DU PRÉFET → ·····
FÊTE MOURIDE → ·····
REPAS OFFERT → ·····
SATELLITE SÉNÉGALAIS → ·····
FLEUVE DU NORD → ·····
CAPITALE → ·····
SAISON DES PLUIES → ·····
MOIS DU MAGAL → ·····
PÊCHEURS DE SAINT-LOUIS → ·····
ROI DES ANIMAUX → ····

N° 02 · JEU

Mots mêlés — le Magal

Difficulté ★★ — 14 mots, dans tous les sens

```
C X I R L F L Z H S S Z R K
M A G A L V D I O U R B E L
H U R M Z E D I R U O M G H
M R Y I B H G R P L M Y A A
I A P I H A G X U L O O Y L
A F L C H A C D H K S P G K
B A G P U U D K A H Q P V L
U S V C W D M X E A U Z G P
O E F I L A H K F S E N V K
T C Y M O M Y C Y S E F F E
A P E L E R I N E A L O A B
T E D N R E B O V I E U U P
W L E S S E A A N D A M E Y
V D R Y E N G G A E I G J R
```

À trouver : Magal · Touba · Berndé · Khassaïde · Mbacké · Dahira · Diourbel · Mosquée · Khalife · Pèlerin · Safar · Ndame · Baol · Mouride

N° 03 · JEU

Mots mêlés — ressources

Difficulté ★★★ — 14 mots de l'or, du pétrole et du ciel

```
O S S X R R U Z F M X E H C
R N A Y M E O O G V T E A M
P S B G A Z T V R I K G O K
A V O G D Y V L L P X A D G
I H D M C J I L M E S R K I
L X A A L O E E R T C O B O
L S L K S T R S N R Z F I P
A A A A A C K E D O U G O U
G N G S U A G C N L B F S K
E G W R E P E R Y E R W X O
P O E T X C Z H L I R A B O
R M S J Y S V F R R S I J W
M A U G R O J M I N E E S R
I R T P G E R E H C R O T N
```

À trouver : Sangomar · Pétrole · Baril · Gaz · Or · Kédougou · Mercure · Mine · Forage · Torchère · Gasoil · Sabodala · Orpaillage · Satellite

N° 04 · LOGIQUE

Sudoku

Difficulté ★★★ — solution unique vérifiée

```
2 6 7 | · · · | 8 · 4
· · · | · · · | · · ·
· 8 9 | · · 7 | 1 · ·
- - - + - - - + - - -
3 · 2 | 4 · · | 7 · ·
· 5 · | · · · | · 6 ·
· · · | 8 2 3 | · 1 ·
- - - + - - - + - - -
· · · | · · · | 9 8 ·
· · 3 | 9 · 1 | 6 5 ·
· 7 · | 6 · 2 | 3 · 1
```

N° 05 · ÉNIGMES

Devinettes

1. Je pars chargé et je reviens vide, mais on me paie plus au retour qu'à l'aller. Qui suis-je ?

2. Plus je monte, moins on me voit. Qu'est-ce que c'est ?

3. On me creuse pour trouver ce qui brille, et je finis par avaler celui qui me creuse. Qui suis-je ?

N° 06 · ANAGRAMMES

Remettez les lettres dans l'ordre

B A T O U — La cité du mouridisme.

L A B O — L'ancien royaume arachidier.

R A B I L — Unité de mesure du pétrole.

E U Q U É S O M — Lieu de prière.

L I A R — Ce qu'il fallut bâtir avant la mosquée.

N° 09 · QUIZ

Avez-vous bien lu ce numéro ?

Dix questions — une par article

1. À combien l'étude universitaire chiffre-t-elle les retombées du Magal 2025 ?
2. En quelle année Touba a-t-elle été distinguée comme ville modèle par les Nations unies ?
3. Combien de mois GaindéSat-1A est-il resté en orbite ?
4. Quelles recettes d'hydrocarbures le budget 2026 attend-il ?
5. En quelle année la brèche de la Langue de Barbarie a-t-elle été ouverte ?
6. Quelle part de la population de Kédougou vit sous le seuil de pauvreté ?
7. Combien de psychiatres le pays comptait-il au dernier recensement ?
8. De combien le litre de gasoil a-t-il augmenté le 15 août 2026 ?
9. Quelle part de l'épargne de la diaspora reste dans les pays d'accueil ?
10. Combien de jours a duré la grève des cheminots du Dakar-Niger ?

N° 10 · LANGUE

Proverbes et expressions

Reliez chaque expression wolof à son sens

A. *Sutura* **B.** *Mougn* **C.** *Teranga* **D.** *Kersa* **E.** *Jom*

1. Le sens de l'honneur dans l'effort.
2. L'hospitalité offerte au visiteur.
3. La discrétion qui protège la dignité d'autrui.
4. L'endurance patiente devant l'épreuve.
5. La retenue pudique dans le comportement.

N° 11 · VRAI OU FAUX

Huit affirmations

Une seule lecture attentive du numéro suffit

1. Touba dispose d'un cadastre au sens ordinaire du terme.
2. La Grande Mosquée de Touba a été inaugurée sous le deuxième khalifat.
3. Le minaret de Touba est le plus haut d'Afrique de l'Ouest.
4. GaindéSat-1A disposait d'un moteur lui permettant de corriger sa trajectoire.
5. Le secteur minier rapporte aujourd'hui davantage à l'État que les hydrocarbures.
6. Le gaz domestique a augmenté en même temps que le carburant, le 15 août.
7. « Une si longue lettre » a été le premier lauréat du prix Noma.
8. La grève des cheminots de 1947 s'est soldée par un échec.

N° 12 · GÉOGRAPHIE

Reliez le lieu à sa région

A. Touba **B.** Guet Ndar **C.** Sabodala **D.** Sangomar **E.** Thiès **F.** Diamniadio

1. Saint-Louis **2.** Diourbel **3.** Dakar **4.** Kédougou **5.** Fatick **6.** Thiès

N° 07 · CHARADE

Charade sénégalaise

› Mon premier est le contraire de « haut ».
› Mon deuxième est ce que fait celui qui trouve la chose drôle.
› Mon troisième est la douzième lettre de l'alphabet.
› **Mon tout** est l'unité dans laquelle se compte le pétrole.

N° 08 · SUITES & INTRUS

Trouvez la logique

Suite A. 1927 · 1928 · 1932 · 1963 · ?
Suite B. 3 · 6 · 11 · 18 · 27 · ?
Intrus 1. Sangomar · GTA · Sabodala · Yakaar-Teranga
Intrus 2. Touba · Tivaouane · Popenguine · Ndar
Intrus 3. Khalife · Préfet · Gouverneur · Sous-préfet

Solutions

De quoi vérifier — sans tricher trop tôt.

JEUX · PAR **LA RÉDACTION**

MOTS FLÉCHÉS

Corrigé

WOLOF · TERANGA · TOUBA · SANGOMAR · OR · BAOBAB · THIÈS · GORÉE · ARRÊTÉ · MAGAL · BERNDÉ · GAINDÉ · SÉNÉGAL · DAKAR · HIVERNAGE · SAFAR · GUET NDAR · LION

SUDOKU

Grille remplie

```
2 6 7 | 1 9 5 | 8 3 4
1 3 4 | 2 6 8 | 5 7 9
5 8 9 | 3 4 7 | 1 2 6
- - - + - - - + - - -
3 1 2 | 4 5 6 | 7 9 8
4 5 8 | 7 1 9 | 2 6 3
7 9 6 | 8 2 3 | 4 1 5
- - - + - - - + - - -
6 2 1 | 5 3 4 | 9 8 7
8 4 3 | 9 7 1 | 6 5 2
9 7 5 | 6 8 2 | 3 4 1
```

ÉNIGMES

Corrigé

1. Le car du Magal : il monte plein vers Touba et redescend cher.
2. La fumée — ou le prix, selon l'humeur.
3. Le puits d'orpaillage.

ANAGRAMMES

Corrigé

BATOU → TOUBA · LABO → BAOL · RABIL → BARIL · EUQUÉSOM → MOSQUÉE · LIAR → RAIL

CHARADE

Corrigé

BARIL — BAS + RIT + L. L'unité de compte du brut de Sangomar, dont il faut 31,6 millions pour couvrir l'année 2026.

SUITES & INTRUS

Corrigé

Suite A. 1996 — les grandes dates de Touba : rappel à Dieu du fondateur, bail et rail, première pierre, inauguration de la Mosquée, distinction d'Istanbul.
Suite B. 38 — on ajoute successivement 3, 5, 7, 9, puis 11.
Intrus 1. Sabodala — mine d'or ; les autres sont des champs d'hydrocarbures.
Intrus 2. Ndar — nom wolof de Saint-Louis ; les autres sont des cités religieuses.
Intrus 3. Khalife — autorité religieuse ; les autres relèvent de l'administration territoriale.

QUIZ

Corrigé

1. 629,62 milliards de FCFA. — **2.** En juin 1996, au sommet Habitat II d'Istanbul. — **3.** Dix-sept mois. — **4.** 76 milliards de FCFA. — **5.** En octobre 2003. — **6.** 65,7 %. — **7.** Quarante-trois. — **8.** De 75 francs, passant de 680 à 755 F. — **9.** Près de 45 %, soit 1 545 milliards. — **10.** Cent soixante jours.

PROVERBES

Corrigé

A-3 · sutura, la discrétion qui protège la dignité. **B-4** · mougn, l'endurance patiente. **C-2** · teranga, l'hospitalité. **D-5** · kersa, la retenue pudique. **E-1** · jom, le sens de l'honneur.

VRAI OU FAUX

Corrigé

1. Faux — les parcelles sont attribuées, non vendues. **2.** Vrai — inaugurée en 1963 sous Serigne Fallou Mbacké. **3.** Vrai — 86 mètres. **4.** Faux — un nanosatellite de ce format n'a ni moteur ni contrôle d'attitude. **5.** Vrai — 217 milliards contre 37,5 pour les hydrocarbures au premier semestre 2025. **6.** Faux — le gaz domestique et l'essence des pirogues sont restés inchangés. **7.** Vrai — premier lauréat, en 1980. **8.** Faux — l'accord du 19 mars 1948 donne satisfaction à l'essentiel des revendications.

GÉOGRAPHIE

Corrigé

A-2 Touba, région de Diourbel. **B-1** Guet Ndar, Saint-Louis. **C-4** Sabodala, Kédougou. **D-5** Sangomar, au large de Fatick. **E-6** Thiès. **F-3** Diamniadio, région de Dakar.

MOTS MÊLÉS

Note

Les vingt-huit mots des deux grilles se lisent horizontalement, verticalement et en diagonale, dans les deux sens. Chaque placement a été vérifié à la composition.

EN AVANT

Revue éditoriale indépendante consacrée au Sénégal en mouvement. Elle explique le Sénégal qui change — l'économie, la jeunesse, la mémoire — à travers trois piliers : les mutations silencieuses du quotidien, le feuilleton pétro-gazier « Le Compteur », et la mémoire et les langues.

L'ÉQUIPE

Direction de publication : Ousseynou Oulimata Guèye & Sada Thiam.

RÉDACTION DE CE NUMÉRO

Sada Thiam · Éditorial · La fabrique des fous

Ousseynou Oulimata Guèye · Le pays au rythme du Magal · Cent soixante jours, cheminots !

Moussa Sene Télémaque Sow · Guet Ndar, le quartier qui recule

Cheikh Dabo Ndiaye · Le paradoxe de Kédougou

Malick Hanne · Touba, l'aménagement d'une cité religieuse

Mamadou Ndiaye · Aux origines du Grand Magal, ou le rail avant la mosquée

Serigne Fall · Le billet retour

Mamadou Lamine Sarr · Gaindé et la porte de l'aller sans retour

Le Compteur, le Baromètre Gorgorlou, Découverte et Ci gàttal sont assurés par la rédaction.

ÉCRIVEZ-NOUS

Cette revue se construira avec vous. Vos retours, vos suggestions et vos désaccords argumentés nous sont précieux : une enquête que vous aimeriez lire, une donnée à vérifier, une coquille repérée, un relevé pour le Baromètre Gorgorlou, une relecture de notre page en wolof — tout nous intéresse.

CONTACT

enavant.larevue@gmail.com

Les meilleures contributions seront publiées dans le prochain numéro.

Ku am xalaat, bind ñu ! — Qui a une idée, écrivez-nous !

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Les chiffres publiés dans ce numéro proviennent de sources officielles — ANSD, ITIE, ministères, BCEAO —, de rapports d'entreprises signalés comme déclaratifs, ou de la presse nationale. Chaque donnée a été rapportée à sa source d'origine avant publication. Lorsqu'une estimation fait l'objet d'écarts entre institutions, nous retenons la source la plus documentée et l'indiquons en fin d'article.

AU SOMMAIRE DU N° 03

· **Dossier** — Pourquoi la gauche recule partout, et ce que cela change pour Dakar.
· **Analyse** — L'avènement des cadres en politique : de l'intellectuel organique au cadre décadré.
· **Le Compteur** — Où va l'argent ? Le fonds intergénérationnel à l'épreuve des faits.
· **Reportage** — La diaspora face aux nouvelles droites.
· **Rétroviseur** — Senghor et la voie africaine du socialisme.

« Sénégal ça kanam. »
— pour faire avancer la conversation publique —

Tous droits réservés — EN AVANT · N° 02 · Août 2026

— FIN DU N° 02 —